LA GUERRE DE COREE

Une question sans réponse

Dr. CHANNING LIEM

Ancien ambassadeur de la République de Corée auprès des Nations Unies 1960-1961

PYONGYANG, COREE, 1993

Publié en commémoration du 42e anniversaire de la Guerre de Corée Le 25 juin 1992

Editions en Langues Etrangères
Pyongyang, Corée
1993

Aussi publié par l'auteur:
PHILIP JAISOHN

Le Premier Coréen Américain:
Un Héros Oublié

P.O. Box 11273, Elkins Park, PA, 19117
Library of Congress Catalog Number 160-528
Publié par la Kyujang Publishing Company



L'auteur est né en 1909 dans la région septentrionale de la Corée. Après avoir terminé ses études au Lycée Soong Sil en 1930, Liem entra au Collège Lafayette aux Etats-Unis. Là, il partagea l'espoir des expatriés comme Syngman Rhee et Philip Jaisohn de voir les Etats-Unis s'intéresser à la cause de l'indépendance de la Corée. C'est aussi là qu'il rencontra Popai Lee, sa femme et sa camarade.

En sortant du Collège Lafayette en 1934, il commença à fréquenter le Séminaire théologique à New York, tout en étant pasteur à l'Eglise et à l'Institut coréen dans cette cité. Il entra à Princeton University en 1941 où il obtint le soutien d'intellectuels libéraux comme Albert Einstein et Edward Corwin pour la libération de la patrie. Il obtint le titre de docteur es sciences politiques en 1945, l'année de la libération de la Corée du Japon et enseigna à Princeton pendant deux ans.

Il rentra en Corée (Sud) en 1948 en tant que conseiller du gouvernement militaire américain et premier secrétaire de Philip Jaisohn, chef conseiller auprès du général Hodge. Surpris par la division de la Corée, il retourna aux Etats-Unis cette même année, enseigna au Collège Chatham à Pittsburgh et engagea outre-mer une campagne contre la dictature de Rhee.

Après le renversement de Rhee par le Soulèvement des étudiants en avril 1960, il fut ambassadeur à l'ONU du gouvernement provisoire Chang Myon. Il démissionna une année après en protestation contre le coup d'Etat de Park Chung-Hee.

En enseignant à l'Université d'Etat de New York en New Paltz, Liem s'opposa au soutien américain au régime Park. Au début des années 70, il conclut que seule la réconciliation avec la Corée du Nord assurera la démocratie et l'indépendance de la péninsule coréenne. En 1974, sa femme Popai visita la Corée du Nord et en 1976 Liem lui-même. Ces contacts renforcèrent sa conviction que la réunification doit être réalisée par la voie pacifique sans ingérence étrangère.

En retraite à présent, le professeur Liem et Mme Liem vivent en Etat de New York où ils continuent d'écrire et de parler en faveur de la réunification pacifique de la Corée.

DAVID EASTER
Le Comité pour une nouvelle politique en Corée

TABLE DES MATIERES

Introduction

Cette monographie cherche à donner une réponse à la question agaçante: qui a commencé la Guerre de Corée? A la fin de juin 1950, des combats ont éclaté en Corée le long du 38e parallèle. Pour l'Occident, les Etats-Unis en particulier, et la Corée du Sud, il allait de soi que la guerre (1950-1953) avait été engagée par la Corée du Nord sur les ordres du Kremlin. La Corée du Nord, rejointe en cela par la République Populaire de Chine, soutient au contraire que la Corée du Sud, en tant que «fantoche» des Etats-Unis, a lancé la guerre. La controverse continue.

Au cours des quelques dernières décades, les historiens qui ont, en Occident, examiné les documents relatifs, provenant des Etats-Unis aussi bien que d'autres sources, ont commencé à contester la version officielle émanant de Washington et de Séoul. Ils affirment qu'il n'est plus désormais soutenable d'attribuer à la Corée du Nord et à l'URSS la pleine responsabilité de la Guerre de Corée, en absolvant les USA et la Corée du Sud de toute culpabilité. En même temps, ils font remarquer qu'à ce jour on n'a pas découvert de preuve solide à l'appui de la prétention nord-coréenne et chinoise.

Certains spécialistes suggèrent que la guerre est de l'histoire ancienne et que, par conséquent, nous devrons regarder vers l'avant. Si cette façon de voir est le résultat d'une pure fatigue après une longue et fastidieuse recherche d'une réponse définitive quant à l'origine de la guerre, je peux bien sympathiser avec eux. Si, toutefois, ils veulent

dire que la question est de peu de signification contemporaine, je me permets de n'être pas d'accord. La guerre n'a pas connu de point final. Seul un armistice péniblement conclu empêche le retour d'une autre guerre catastrophique. Pour cette raison, le peuple coréen des deux côtés presse toutes les parties qui ont pris part au conflit de remplacer l'Armistice de 1953 par un traité de paix.

On peut en être certain, le mouvement inexorable du peuple coréen vers une réconciliation pacifique, coïncidant avec la fin de la guerre froide en Europe, commence à porter ses fruits. Des plus remarquables ont été l'entrée de la Corée du Nord et du Sud aux Nations Unies à la fin de 1991, le retrait par les Etats-Unis des armes nucléaires du côté sud, la signature, le 13 décembre 1991, de l'«Accord sur la réconciliation, la non-agression, la collaboration et les échanges entre le Nord et le Sud» et la signature, le 30 janvier 1992, de la «Déclaration conjointe sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne». Cependant le processus de paix a été et demeure sujet à des dérapages dus à nombre d'obstacles. Le gouvernement de la République de Corée. (Sud) continue de faire observer sa Loi sur la sécurité nationale, par laquelle un large mouvement pour la démocratisation et la réunification pacifique se voit étouffé. De plus, la question des inspections sur les armes nucléaires dans la péninsule coréenne n'est que la pointe d'un iceberg d'obstacles, de problèmes qui doivent être résolus entre la République Populaire Démocratique de Corée (Nord) et les Etats-Unis avant que la démilitarisation de la péninsule coréenne puisse être assurée. La conclusion d'une paix permanente en Corée, bien que plus prometteuse qu'elle ne l'a jamais été auparavant, demeure encore loin d'être à portée de vue.

La question «guerre ou paix» en Corée n'est pas

seulement l'affaire des gouvernements. Le succès de la politique demande le consensus national. Jusqu'ici, l'image largement répandue de la Corée du Nord comme «bizarre», «imprévisible» et «à allure terroriste» a amené les Etats-Unis à combattre en Corée et ensuite à dépenser de larges parts de leurs ressources pour soutenir le statu quo d'une Corée divisée. Cette observation, d'après moi, n'a servi que le but de faire du mal et a eu des conséquences dévastatrices pour les peuples américain et coréen, ce que démontrent les données historiques.

Aujourd'hui, les Sud-Coréens savent beaucoup plus sur les Etats-Unis que leurs pères. A travers des épreuves de feu, ils ont appris la vérité sur leurs propres dirigeants, passés et présents, et sont amèrement déçus. Ils ont pour leurs leaders en place un mépris absolu, et ces derniers le savent très bien. Bien qu'ils demeurent défiants à l'égard du Nord communiste, ils rejettent la propagande anticommuniste de leur gouvernement et cherchent la vérité. Ils n'ont pas confiance non plus en les Etats-Unis. Plus les Etats-Unis vantent la démocratie, tout en donnant leur appui à l'oligarchie dictatoriale de Séoul, plus profonde se fait leur méfiance. Face à ce changement de circonstances, il incombe aux Américains de faire avec les Coréens un réexamen critique de l'histoire de la guerre froide en Corée et de faire l'inventaire de la situation de la Corée aujourd'hui.

Il faut noter ici que le socialisme a prouvé qu'il a de loin beaucoup plus de ressort en Asie qu'en Europe, et peut-être en Corée du Nord plus qu'ailleurs. Tandis que la fin de la guerre froide en Europe était symbolisée par la démolition du mur de Berlin et l'absorption de l'Allemagne de l'Est par l'Allemagne de l'Ouest, l'accord signé le 13 décembre 1991 par la Corée du Nord et celle du Sud engageait chacun des

deux côtés à respecter le système social de l'autre. Tandis que les sociétés nouvellement démocratisées de l'Europe de l'Est et l'ancienne Union soviétique regardent les Etats-Unis comme un modèle à suivre, l'antiaméricanisme, dans la Corée du Sud «démocratique», est très élevé.

Bien que personne ne puisse prédire si le socialisme en Asie connaîtra un succès à long terme ou un échec, et aussi concernant le capitalisme; la perspective selon laquelle le socialisme pourrait survivre à la guerre froide, ceci ne peut être laissé de côté. Si c'est le cas, y a-t-il une base pour une réconciliation pacifique entre le Nord communiste et le Sud capitaliste, qui soit davantage fondamentale et contraignante que les différences entre les deux, et telle que la réunification pacifique ne soit pas sujette à la carence de l'un ou de l'autre? Des millions de Coréens croient qu'il en existe. C'est leur héritage commun de milliers d'années en tant qu'un seul peuple. Mais aussi longtemps que l'image de guerre froide de la Corée du Nord, «un méchant petit empire», prévaudra dans l'esprit du public américain et de ses dirigeants, je crains que la possibilité d'une réconciliation pacifique entre la RPDC et les USA et entre la Corée du Nord et la Corée du Sud ne reste hors d'atteinte.

Persuadé qu'un réexamen critique des origines de la Guerre de Corée a beaucoup à révéler au sujet de l'imparfaite compréhension que l'Amérique contemporaine a de la Corée, j'ai décidé de publier mes découvertes sur la question, découvertes résultant de vingt ans de recherche. Pour préparer cette monographie, j'ai parcouru de nombreux écrits, utilisé des commentaires verbaux et de la correspondance provenant de diverses personnes qui jouèrent un rôle d'importance dans ou relativement à la Guerre de Corée, du début des années 40 à présent.

Parmi les autorités les plus directement engagées dans la

conduite de la guerre, je cite: le lieutenant général John R. Hodge, commandant des forces armées américaines en Corée; le général Douglas MacArthur, commandant suprême des Forces alliées et commandant des Forces des Nations Unies en Corée; Chang Myon, ancien premier ministre de Corée du Sud; John Foster Dulles, ancien Secrétaire d'Etat américain; le Lt. général Choi Duk Shin, observateur aux pourparlers de trêve à Panmunjom représentant le Président Rhee; Mr. Yun Yong Mu, vétéran de l'Armée de Libération Coréenne en Chine et membre de l'office américain des services stratégiques (OSS) engagés en Chine; le docteur Philip Jaisohn, dirigeant du mouvement de réforme en Corée et conseiller en chef auprès du Commandement général de l'armée américaine en Corée; le Dr. Kyu Sik Kim, un des «trois grands chefs» en Corée; Kim Koo, chef du gouvernement provisoire coréen (1932-1945); et Kim Song Soo, vice-président de la Corée pendant la Guerre de Corée. Parmi les savants occidentaux qui ont recherché les origines de la Guerre de Corée, je suis particulièrement reconnaissant à I.F. Stone, journaliste et auteur distingué, ainsi qu'au Dr. Bruce Cumings, expert en Guerre de Corée, pour leurs écrits aussi bien que pour les conversations que j'ai eu le plaisir de partager avec eux.

Je tiens aussi à remercier mes enfants Ramsay, Paul et Joan de ma dette envers eux pour leur utile perspicacité et la façon critique et constructive dont ils ont examiné mon manuscrit. La dernière, mais non la moindre, je remercie Popai, ma femme, pour ses encouragements persévérants. Je désire ajouter, cependant, que je suis seul responsable des opinions présentées dans les pages qui suivent.

CHAPITRE I

La signification juridique et historique du «premier coup de feu»

C'est un fait maintenant largement connu que la Guerre de Corée n'a pas été le résultat des combats subits et sans préliminaire dans la péninsule coréenne, tôt le matin du 25 juin 1950. En réalité, des incursions à l'intérieur des deux moitiés de la péninsule se sont continuellement produites pendant une période de plusieurs années avant cette date et ont grandi en intensité en 1949 à mesure que la pression exercée par Séoul «pour achever la besogne d'invasion» se faisait plus intense. En fait, certains spécialistes des affaires coréennes prétendent que c'est cette année-là que la guerre a réellement commencé. Une féroce bataille eut lieu en mai 1949, que la Corée du Sud avait lancée avec six compagnies d'infanterie et plusieurs bataillons, dénombrant 400 victimes parmi les soldats nord-coréens et 22 parmi les Sud-Coréens.

Les Etats-Unis, cependant, ne sont pas accourus pour soutenir cette tentative manifeste d'une invasion vers le Nord lancée par Rhee. Bien que l'opinion prévalant parmi les spécialistes militaires à Washington et à Séoul fût que les forces sud-coréennes étaient à tous égards supérieures à celles du Nord, les Etats-Unis restèrent sourds aux appels de la Corée du Sud pour une invasion vers le Nord en 1949. Etant donné que l'on voyait en Staline un expansionniste et compte tenu du triomphe de la Chine de Mao, Washington craignait une Troisième Guerre mondiale si peu de temps

après la Seconde Guerre mondiale. Cependant, du point de vue militaire, le Président de la Corée du Sud Syngman Rhee avait probablement raison de presser alors pour attaquer le Nord. La Corée du Nord était plus faible, Mao Zedong n'avait pas encore consolidé son contrôle sur la Chine, et le moral des soldats sud-coréens était au plus haut.

Les Etats-Unis avaient une autre raison plus importante de résister à ce moment-là aux vœux de Rhee. Pour Washington, la question «Qui a ouvert le feu?» était chargée d'une signification spéciale. Le testament laissé en 1950 devant la Commission des Attributions du Sénat par le Secrétaire d'Etat adjoint aux affaires des Nations Unies, John D. Hickerson, a révélé post facto que les Etats-Unis avaient préparé un plan avant même l'éclatement de la guerre afin d'obtenir l'approbation des Nations Unies pour envoyer leurs troupes en Corée sous le drapeau des Nations Unies dans le cas où la Corée du Sud serait attaquée. Il était impératif, par conséquent, que le «premier coup de feu» provienne du Nord, ou tout au moins qu'un tel argument puisse être donné. Ironiquement, si l'on découvrait que la Corée du Sud avait tiré la première, comme c'eût été le cas au cours de l'incident de Mai 1949, la Charte des Nations Unies aurait sommé ses membres de censurer la Corée du Sud, et quelque intervention que ce fut des Nations Unies aurait été dirigée vers la défense de la Corée du Nord de toute agression qui aurait pu suivre.

Bien qu'il n'y ait eu aucun témoin impartial à même de certifier qui avait ouvert le feu, les Etats-Unis réussirent cependant à persuader le Conseil de Sécurité d'approuver une résolution américaine lui permettant d'intervenir dans la défense de la Corée du Sud en se basant largement sur un rapport peu convaincant soumis par son ambassadeur à Séoul.

La question de savoir si l'acceptation de la proposition par le Conseil de Sécurité des Nations Unies était fondée ou non sur une preuve solide a été soulevée pour la première fois par I.F. Stone dans son *Histoire secrète de la Guerre de Corée.* Selon la description de M. Stone, le rapport officiel des Nations Unies fait ressortir que le Secrétaire Général Trygve Lie avait été mis au courant d'une «invasion» par la Corée du Nord par un coup de téléphone du représentant des Nations Unies, Ernest A. Gross. Selon ce récit, l'ambassadeur Gross lut un message, provenant prétendument de John J. Muccio, représentant américain à Séoul, et rapportant que «les forces de la Corée du Nord avaient envahi le territoire de la République de Corée en plusieurs points aux premières heures du matin...». «Une attaque dans ces circonstances», dit Gross, «constitue une rupture de la paix et un acte d'agression», et il demanda une réunion immédiate du Conseil de Sécurité.

Toutefois, en comparant le texte du compte rendu des Nations Unies sur le coup de téléphone reçu par Gross avec le texte du câble de Muccio, M. Stone a découvert que l'ambassadeur Gross n'avait pas lu le véritable câble de l'ambassadeur Muccio au Secrétaire Général. Il avait lu à la place un rapport de 38 mots paraphrasant le câble de M. Muccio, - qui comportait 171 mots -, et qui avait été préparé par le Département d'Etat. M. Muccio avait câblé que les rapports de la Corée du Sud mentionnant une invasion étaient «partiellement» confirmés par le Groupe de conseillers militaires américains en Corée. La paraphrase du Département d'Etat disait péremptoirement: «L'ambassadeur américain de la République de Corée a informé le Département d'Etat que les forces nord-coréennes ont envahi le territoire de la République de Corée en plusieurs points aux premières heures du matin du 25 juin.»

De plus, le texte complet du câble de M. Muccio était resté caché à la connaissance du Conseil de Sécurité pendant plus d'un mois; après, il était trop tard. Ce que les recherches de M. Stone font ressortir, c'est que les Etats-Unis avaient donné une argumentation, sur la base d'une preuve truquée. A l'exception de I.F. Stone, personne, ni à l'intérieur ni à l'extérieur du gouvernement, ne souleva le moindre doute.

Ici je dois faire remarquer la chose suivante: la question de savoir qui avait ouvert le feu, en dépit de sa signification «juridique», fait oublier complètement la question plus fondamentale de savoir comment il existait «deux Corées» qui pouvaient tirer l'une sur l'autre la première. D'après l'histoire, les USA et l'URSS ont découpé la Corée en deux à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les premiers occupant la moitié sud et la seconde occupant la partie nord. Les Coréens en furent consternés, ce fait signifiant la ruine probable de leur ancienne patrie. Cependant, la politique de l'administration des forces d'occupation américaines et celle des forces d'occupation soviétiques furent complètement différentes. Les Soviétiques permirent qu'un appareil administratif formé des Coréens fonctionnât. Graduellement leur personnel subit une osmose par le fait de laquelle les communistes nationalistes conduits par Kim Il Sung prirent le dessus dans le gouvernement. De surcroît, ensuite, les Soviétiques s'en allèrent.

Dans la zone occupée par les Etats-Unis les autorités américaines refusèrent de reconnaître toutes autorités coréennes, quelles qu'elles soient, et mirent sur pied un gouvernement militaire américain qui gouvernait par l'intermédiaire d'interprètes. Les Américains avaient le contrôle complet, et par la suite, Syngman Rhee, bénéficiant largement de son profil solidement anticommuniste, fut choisi pour gouverner la Corée du Sud, bien que le général

Hodge, commandant des forces armées américaines en Corée, l'ait traité de totalement incapable. Après trois années d'occupation durant lesquelles Rhee décima efficacement son opposition par des moyens extra-légaux, les Nations Unies, à la demande pressante des Etats-Unis, parrainèrent les élections séparées en Corée du Sud. Comme l'on s'y attendait, Rhee, farouche partisan de l'unification par des moyens militaires, fut élu président de la République de Corée (1948).

Etant donné l'apparition d'un Etat anticommuniste dans le Sud et, peu après, d'un Etat communiste au Nord, la guerre froide avait resserré sa prise sur la Corée, et l'éventualité qu'un conflit ouvert éclate était devenue une affaire quotidienne pour le peuple coréen. Aujourd'hui, aux yeux de beaucoup de Sud-Coréens, ce sont ces événements, plutôt que l'argument du «premier coup de feu» avancé par l'administration Truman, qui constituent la «hache de guerre» de la division de la Corée et du tragique conflit qui s'en suivit.

CHAPITRE II

Qui a commencé la Guerre de Corée: des versions contradictoires

Voici en résumé la position officielle des Etats-Unis et de la République de Corée (Corée du Sud) sur l'éclatement de la Guerre de Corée. La Corée du Nord communiste, sous les directives de l'URSS, mit le doigt sur la gâchette contre une Corée du Sud blanche de tout soupçon le 25 juin 1950. A environ 4 h du matin ce jour-là les forces nord-coréennes lancèrent une attaque générale, attaque préméditée contre le Sud avec des forces nettement supérieures en hommes et en armement. Cependant, comme les Nord-Coréens avaient fait de nombreux raids sur le Sud au cours des deux années précédentes, les défenseurs du Sud n'étaient pas sûrs que cette dernière attaque soit «la chose sérieuse» ou un autre raid momentané. Aux environs de 8 h du matin, l'offensive du Nord s'était étendue le long de la frontière, et il apparut à peu près certain que c'était bien cela. C'est à ce moment que John J. Muccio, ambassadeur américain à Séoul, expédia son rapport à Washington. En voici le texte:

> «Selon les rapports de l'Armée coréenne, partiellement confirmés par les conseilleurs sur le terrain du Groupe de conseillers militaires américains en Corée (GCMA), les forces nord-coréennes ont envahi le territoire de la République de Corée en plusieurs points ce matin. Les opérations ont débuté

aujourd'hui à 4 h. Ongjin a été touché par l'artillerie nord-coréenne. A environ 6 h du matin, l'infanterie nord-coréenne a commencé à traverser le 38e parallèle dans les régions d'Ongjin, de Kaesong et de Chunchon, et on rapporte qu'un débarquement amphibie aurait eu lieu au sud de Kangnung sur la côte est. On dit que Kaesong aurait été pris à 9h par une dizaine de tanks nord-coréens participant à l'opération. Les forces nord-coréennes, précédées par des chars, auraient encerclé Chunchon. Les détails sur le combat à Kangnung ne sont pas clairs, bien qu'il semble que les Nord-Coréens aient coupé l'autoroute. Je vais discuter ce matin de la situation avec les membres du GCMA. Il semblerait, selon la nature de l'attaque et la façon dont elle a été lancée, qu'il s'agisse d'une offensive générale contre la République de Corée.

Muccio»

La République Populaire Démocratique de Corée (Corée du Nord) nie péremptoirement la prétention américano-sud-coréenne. Elle dit au contraire que les Sud-Coréens, sur les ordres des USA, ont lancé la guerre. Tout en étant d'accord avec ceux-ci qu'une attaque générale a commencé dans les premières heures du 25 juin, elle souligne que le combat avait en réalité débuté deux jours plus tôt. Elle dit qu'à 10 h du soir le 23 juin, les forces sud-coréennes ont entamé sur la péninsule est d'Ongjin des bombardements et un tir avec des obusiers de 105 mm et des mortiers lourds à travers la frontière sur les défenses de la RPDC. Elle allègue que le tir a duré six heures. Bien que les forces sud-coréennes aient fait la même chose plusieurs fois auparavant, comme rideau de fumée pour leurs raids de

commandos, c'était la première fois qu'elle durât si longtemps. Aussi, les Nord-Coréens ont pensé que ceci pouvait bien être une sérieuse incursion, comme elle venait peu de jours après le tour d'inspection sur le 38e parallèle de John Foster Dulles, envoyé spécial des Etats-Unis, et de son entourage. Ils prirent ce pilonnage de longue durée pour un prélude au *pukjin* (invasion vers le Nord) dont Syngman Rhee avait dès longtemps menacé.

Le pilonnage de six heures fut suivi d'une période de silence et reprit ensuite avec une intensité quelque peu réduite, continuant jusqu'à environ 4h du matin, le 25 juin. Cela fit soupçonner aux Coréens du Nord qu'il s'agissait d'une accalmie précédant une attaque générale venant du Sud. Leur soupçon fut ensuite confirmé par des rapports des services de renseignements selon lesquels les forces de l'armée sud-coréenne, le long des fronts ouest, central et est, se tenaient prêtes à l'action. Les détails qui suivent proviennent des Editions en Langues Etrangères à Pyongyang, en 1979:

> «L'armée fantoche (armée sud-coréenne) lança une attaque à l'aube tout au long du 38e parallèle, s'avançant 1 à 2 kilomètres dans le territoire de la moitié nord dans la direction de Haeju, Kumchon et Cholwon. Dans le secteur ouest du front, le 17e régiment de la division métropolitaine fantoche vint attaquer dans les directions de Thaethan et de Pyoksong, la première division d'infanterie dans trois directions en partant du secteur de Kaesong, et la 7e division d'infanterie dans la direction de la région de Ryonchon. Dans le secteur est du front, la 6e division d'infanterie de l'armée fantoche s'est ruée dans les directions de Hwachon et de Yanggu, et la 8e division

d'infanterie dans trois directions vers Yangyang sur la côte orientale... Ordre a été donné à l'Armée Populaire de Corée et aux Corps des gardes de la République de stopper l'avance ennemie et de passer immédiatement à une contre-attaque décisive... Ainsi commença la guerre de Libération de la Patrie contre l'invasion armée des Etats-Unis et de leurs acolytes.»

CHAPITRE III

Un examen des versions contradictoires

Les précédentes prétentions provenant des deux côtés sont de corrects rapports, - non détaillés -, sur les versions données par les Etats-Unis, la République de Corée et la RPDC sur la façon dont la guerre fut déclenchée. Examinons-les brièvement.

A. Les Etats-Unis - la République de Corée

Le rapport de l'ambassadeur Muccio révèle un certain nombre de points qui méritent l'attention. Premièrement, il était basé sur des rapports indirects et «partiellement confirmés». Par conséquent, Muccio prenait ses précautions dans son évaluation de la situation à la frontière. Deuxièmement, la source du rapport provenait de fonctionnaires du ministère de la Défense de la Corée du Sud qui l'avaient transmise à nouveau aux membres sur le terrain du GCMA. Comme les fonctionnaires américains l'avaient fréquemment observé, la crédibilité des fonctionnaires sud-coréens était souvent sujette à caution. Troisièmement, les conseillers américains sur le terrain étaient peu nombreux et de ce fait se trouvaient obligés de se fier aux officiers de l'armée sud-coréenne pour savoir ce qui se passait sur le front; il est donc douteux qu'ils aient pu vérifier leurs rapports de façon indépendante. Quatrièmement, le rapport

initial de Muccio était ensuite contredit quand il écrivit: «Les forces nord-coréennes ont envahi le territoire de la Corée du Sud en plusieurs points...» et ajouta: «Il semblerait d'après la nature de l'attaque et la manière dont elle a été déclenchée qu'elle constitue une offensive générale contre la République de Corée.» Cinquièmement, après avoir dit de façon définitive que les Nord-Coréens avaient «envahi la Corée du Sud...», il semble revenir de nouveau sur sa version lorsqu'il ajoute qu'il entendait investiguer les rapports plus encore. En résumé le câble de Muccio était un essai de rapport.

A Washington, cependant, le câble de Muccio fut considéré comme un rapport définitif. Dean Rusk, Secrétaire d'Etat adjoint pour les Affaires de l'Est asiatique, interrompit son dîner et se précipita à son bureau quand il entendit parler du rapport de Séoul. Il appela à la fois un certain nombre de fonctionnaires du niveau moyen. Cependant, ni le Secrétaire d'Etat Acheson ni le Président Truman ne furent immédiatement mis au courant de la crise en Corée. Acheson, qui était à sa ferme dans le proche Maryland, reçut la nouvelle des heures plus tard. Le Président Truman visitait sa ville natale dans le Missouri. Il fut informé encore plus tard et on lui dit qu'il n'était pas nécessaire pour lui de se hâter de retourner à Washington.

C'était bizarre. A la veille de la troisième et la plus coûteuse guerre pour les Etats-Unis, les deux hommes à même de modeler la réponse américaine, le Président et le Secrétaire d'Etat, demeuraient hors de la capitale. Ceux qui étaient au Département d'Etat étaient des fonctionnaires moyens dont le travail n'était pas de faire de la politique, mais d'appliquer les ordres de leurs supérieurs absents. Les Etats-Unis déclarèrent plus tard qu'ils avaient été totalement surpris. Si l'on en juge par la rapidité des actions prises,

cependant, cette affirmation était parfaitement dépourvue de sincérité. Le calme relatif avec lequel le câble de Muccio fut accueilli ne correspond pas du tout à la prétendue «surprise d'une invasion» nord-coréenne.

Quelque fût la réaction initiale de Washington au câble de Muccio, le fait est qu'il n'y avait aucun témoin impartial ayant vu le début des hostilités. La seule personne qui se trouvât près du front était un membre du GCMA sur le terrain attaché au 12e régiment de l'Armée de la République de Corée. Mais il avait passé la nuit dans le bâtiment du GCMA situé bien en arrière du 38e parallèle. Quand il fut réveillé par un tir d'artillerie, il était environ 5 h du matin, une heure après que les combats aient commencé. Le seul message honnête que Muccio aurait pu envoyer aurait été de dire qu'il était impossible de déterminer de quel côté le feu avait été ouvert.

B. La République Populaire Démocratique de Corée

Il ne pourra y avoir de réponse définitive à la question de savoir si l'avance de la Corée du Nord à l'intérieur de la Corée du Sud était une offensive ou une contre-offensive aussi longtemps que les blessures de la guerre se cicatriseront et que des entrevues sur une large échelle ne pourront s'organiser avec les soldats qui se trouvèrent face à face le matin du 25 juin 1950. Cependant, - et je me base sur les recherches que j'ai pu faire et sur ma connaissance personnelle de Rhee, ses activités et celles de ses proches -, je pense que l'assertion de la RPDC selon laquelle la Corée du Sud aurait lancé la guerre en tant qu'«acolyte» des Etats-Unis, est trop simpliste. Plus précisément, je pense que c'était plutôt Syngman Rhee, avec dans les coulisses John Foster Dulles, qui déclencha la guerre. Les clameurs de Rhee

pour la réunification par des moyens militaires et le plaidoyer de Dulles pour une politique américaine de «refoulement» contre le monde communiste les amenaient à se trouver côte à côte.

Comme la guerre froide s'échauffait et que les élections au Congrès américain étaient proches, intriguant pour une politique américaine «dynamiquement» anticommuniste préconisée par Rhee et Dulles, le porte-parole à la tête du Parti républicain en matière d'affaires étrangères commença à réussir dans ses entreprises. Le Président Truman fit entrer Dulles dans son administration dans l'espoir de raccommoder une fissure grandissante dans le bipartisme en matière de politique américaine vis-à-vis du monde communiste. C'est ce qui décida du destin de la Corée. Dans les pages qui suivent, je vais m'efforcer de reconstituer les événements qui amenèrent Rhee et Dulles à se rapprocher.

Les Etats-Unis, dans les années qui suivirent immédiatement la Seconde Guerre mondiale, étaient préoccupés par trop de problèmes domestiques et de problèmes à l'échelle mondiale, pour déclencher une guerre. Les Américains étaient exténués par la guerre. Ils voulaient voir rentrer chez eux leurs fils et leurs maris. Ils demandaient la détente de l'écrasante charge des taxes et des restrictions du temps de guerre. Certes, ils avaient peur de la montée du communisme dans le monde, ceci provenait en premier de l'expansionnisme de Staline en Europe de l'Est. Tout en admettant l'importance stratégique de la Corée pour les Etats-Unis, cet intérêt restait à l'extrême périphérie des préoccupations américaines. De ce fait, l'attitude des Etats-Unis vis-à-vis de la Corée était ambivalente.

Cependant, des développements rapides à l'intérieur et à l'extérieur amenèrent l'administration Truman sur la défensive. Les Américains, fatigués du long règne des

Démocrates, critiquaient presque toute chose rattachée aux «20 années de férule du Parti démocrate» et qu'ils n'aimaient pas. De plus, ils étaient persuadés, sous l'influence des Républicains, que la Chine était perdue pour le communisme parce que les Démocrates étaient trop «tendres» envers le communisme. L'imbrication des politiques domestiques et l'escalade de la guerre froide Est-Ouest poussaient inexorablement l'administration Truman à croire que la chute de la Corée du Sud sous l'autorité communiste pouvait bien être sur l'agenda de Staline. Les élections au Congrès de 1950 se faisant proches, l'accusation des Républicains selon laquelle Truman était «trop tendre envers le communisme» se faisait plus lourde. Le Président Truman, qui avait trouvé le moyen d'empêcher la Grèce et la Turquie de tomber sous le communisme, n'était pas homme à ne pas bouger et à laisser les Républicains harceler son administration. Il décida d'adopter une ligne politique en Corée, même si cela signifiait la guerre. Vers le début de 1950, Chang Myon, ambassadeur de la République de Corée à Washington, rapporta au Président Rhee: «Je suis informé que le Département d'Etat et le Pentagone sont en train de se durcir en ce qui concerne la politique orientale des Etats-Unis. Dans ce plan anticommuniste, la Corée occupera une position importante.»

Conformément à cette politique, le Président Truman recruta du côté des faucons un porte-parole républicain sur la politique étrangère américaine, John Foster Dulles, comme ambassadeur spécial, pouvant conseiller le Secrétaire d'Etat sur les questions relevant du traité de paix avec le Japon. En réalité, cependant, l'intention de Truman était de mettre une sourdine à l'attaque des Républicains contre son administration et de renforcer la position des Etats-Unis

vis-à-vis des pays communistes. De là, il était naturel que Dulles, qui était le militant le plus anticommuniste d'Amérique, exerçât une immense influence sur la politique américaine en Extrême-Orient. Cela signifiait aussi que Rhee avait un chemin tout tracé dans l'administration Truman. C'est ainsi que l'ambassadeur Dulles, qui avait reconnu être «un abîme d'ignorance en ce qui concernait la Corée», ceci jusqu'après la Seconde Guerre mondiale, devint l'un des plus intimes alliés idéologiques du Président de la Corée du Sud.

En tant que membre de la délégation américaine à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1948, Dulles avait joué un rôle majeur pour inciter les Nations Unies à reconnaître le régime de Rhee comme le seul gouvernement légal en Corée, ayant été mis en place à la suite de «l'expression valable de la volonté du peuple coréen». En faisant ainsi, l'intérêt de Dulles n'était pas de promouvoir la démocratie en Corée ni de soutenir Rhee, mais d'établir une base en Asie de l'Est d'où les Etats-Unis pourraient lancer une titanesque campagne de refoulement contre le communisme en Asie. Ceci ressortait de toute évidence de son assertion répétée que la Corée du Sud jouerait un «rôle important dans le grand drame qui allait bientôt se jouer». C'était un remarquable changement de position, car, avant 1945, il avait été non seulement «un abîme d'ignorance en ce qui concernait la Corée», mais il avait aussi soutenu le refus de l'administration à la demande de Rhee d'assister à la Conférence organisationnelle des Nations Unies tenue à San Francisco en avril de cette année-là.

Cependant, en deux ans, Dulles devint un ardent supporter de la poussée de Rhee pour un gouvernement séparé en Corée du Sud, appelant cela «un bastion de démocratie». Le Président sud-coréen considérait Dulles

comme l’un de ses plus proches amis. Leur amitié, cependant, était de circonstance. L’ambition de Rhee était de devenir à vie le dirigeant d’une Corée unifiée, pas seulement de la moitié sud; Dulles voulait maintenir Rhee à la présidence de la Corée du Sud, dans le but de disposer d’une base sur le continent asiatique pour la conquête, non seulement de la Corée du Nord, mais aussi de la Chine. «Qui a ouvert le feu?», néanmoins, la guerre en Corée s’ensuivit. En ce qui concernait l’ampleur de la conquête, c’est-à-dire envahir le Nord tout entier jusqu’au fleuve Amnok, les deux complices regardaient du même œil. Cependant, quand les combats furent au point mort, Dulles préconisa une trêve. Rhee s’y opposa véhémentement, mais en vain.

CHAPITRE IV

La guerre était-elle inévitable?

La Guerre de Corée, était-elle inévitable? Non. Tous les Coréens auraient donné leur vie pour éviter la division de leur pays, c'est vrai. Mais la plupart d'entre eux étaient pour une réunification pacifique et une Corée démocratique et indépendante. Pour autant que je sache, les Etats-Unis n'avaient pas non plus à l'origine quelque intention que ce soit de se lancer dans une guerre en Corée. Le lieutenant général John Hodge, commandant des forces armées américaines en Corée, a dit qu'en cas de guerre dans la péninsule coréenne son plan était d'évacuer calmement ses effectifs de Corée du Sud.

Quand le Dr. Philip Jaisohn accepta l'invitation de Hodge à le rejoindre à Séoul comme son conseiller en chef en 1947 et me demanda de l'accompagner en tant que son assistant, j'acceptai. Le général, qui était en consultation à Washington, me fit venir et me demanda si je pouvais aller avec le Dr. Jaisohn. Je lui dis oui et lui posai la question de savoir si je pouvais amener ma famille avec moi. La réponse fut «Non!» et il ajouta qu'une guerre en Corée était fort probable et que, dans une telle éventualité, son premier devoir serait d'évacuer de Corée le personnel américain. Voulant éviter d'être plus tard encombré par ce problème, il avait donné un ordre interdisant à tous ses hommes d'amener leur famille. «Tous mes collaborateurs aussi bien que moi-même avons laissé nos familles chez nous», dit-il.

En outre, peu après l'occupation de la Corée du Sud par les Etats-Unis, le Secrétaire d'Etat James F. Byrnes, de concert avec ses homologues soviétique et britannique, déclara à Moscou que les trois puissances étaient d'accord d'effectuer une unification pacifique de la Corée. Dans ce but, ils étaient sur le point d'ordonner aux commandants des troupes d'occupation américains et soviétiques de nommer une commission conjointe chargée de consultation avec les organisations politiques, sociales et culturelles des deux zones et de soumettre une recommandation sur la formation, sur une large base, d'un gouvernement démocratique provisoire pour toute la Corée. De toute évidence, l'Union soviétique souhaitait sincèrement que la question coréenne soit résolue pacifiquement.

Qu'est-ce qui a mal marché pour faire dérailler les espoirs de toutes les parties concernées? La réponse peut être résumée comme ce qui suit: en premier lieu, le nuage s'épaississant de la guerre froide brouilla la vision rationnelle de toutes les parties, les amenant à tomber victimes des passions et à se faire du tort l'une à l'autre; deuxièmement, en Corée du Sud, ce qui n'est pas le cas du Nord, le personnel américain d'occupation en savait peu sur la Corée et les Coréens, mais long sur des théories présomptueuses. Comme conséquence de cela, le gouvernement militaire américain s'enfonça de plus en plus profondément dans un marasme sans espoir chaque jour qui passait.

Quand je suis arrivé à Séoul au début de 1948 et que j'ai vu ce qui se déroulait là-bas, je me suis souvenu d'un incident survenu le 7 décembre 1941. A cette époque, j'étais diplômé d'une université américaine où j'avais assisté à un cours de politique internationale enseigné par un professeur

stimulant. Une de ses théories favorites était que la guerre entre grandes puissances est hors de question, parce qu'elles ont trop de choses en commun et que cela ne donne que des pertes mutuelles. Il expliquait sa théorie avec un enthousiasme tellement contagieux que beaucoup d'étudiants étaient complètement sous le charme. Avant la fin du semestre, cependant, le Japon attaqua les Etats-Unis. Peu après midi, le 7 décembre, je mis la radio par hasard et restai cloué sur place. On disait que le Japon avait bombardé Pearl Harbor, mais c'était tout. Electrifié, j'appelai au téléphone un de mes camarades de cours et lui demandai s'il avait entendu les nouvelles. Il dit que oui et continua tout excité: «Je viens d'appeler le professeur Sprout et lui ai demandé s'il avait entendu ce que disait la radio sur l'attaque japonaise de Pearl Harbor. Il a dit qu'il ne l'avait pas entendu mais ajouta: "Je n'y crois pas!"»

L'Amérique paya cher son ignorance du Japon. Avant l'incident de Pearl Harbor, peu d'Américains seulement, fils de missionnaires au Japon, avaient étudié dans les universités japonaises. Par conséquent, quand les Etats-Unis entrèrent en guerre avec le Japon, l'effort de guerre américain fut sérieusement gêné par le manque d'experts en langue japonaise, en géographie et en culture.

Le savoir des Américains au sujet de la Corée et des Coréens, à l'époque de l'occupation américaine de la Corée du Sud, était encore moindre que leur connaissance du Japon avant Pearl Harbor. Le peu qu'ils en savaient était une caricature de la Corée qu'ils avaient apprise de sources japonaises qui, pour des raisons évidentes, donnaient de la Corée et des Coréens un portrait sous un jour négatif.

Par conséquent, les Etats-Unis traitaient la Corée comme une espèce de «no-man's land» et les Coréens comme de demi-barbares. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, ils

proposèrent, et les Soviets furent d'accord, de diviser la Corée en deux, sans consulter aucun des dirigeants coréens. Quand il ordonna à ses forces d'entrer en Corée au Sud du 38e parallèle, Washington annonça que les soldats américains entraient en Corée comme libérateurs. Mais le général Hodge, commandant des forces armées américaines en Corée, déclara dans des termes sans équivoque qu'il était le dirigeant de la zone sud en Corée et que ses troupes étaient des forces d'occupation. Ils vinrent, cependant, sans être préparés à leurs tâches. Personne, virtuellement, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Département d'Etat américain, n'aurait pu être considéré comme spécialiste des questions coréennes. Il n'y avait pas une seule université en Amérique qui offrît des cours avancés sur la Corée. Les fonctionnaires de la section de l'Asie de l'Est du Département d'Etat étaient pour la plupart des exécuteurs de tâches en ce qui concernait le Japon, qui étaient encore plus mal informés sur la Corée.

Les Américains comprirent moins encore pour ce qui était de la Corée du Nord. Ils croyaient simplement, que ce soit vrai ou non, que les plus éduqués et les plus aisés des Coréens s'étaient hâtés vers la zone américaine, que ses mines et ses installations industrielles mises en œuvre par les Japonais n'étaient guère utilisées et que la Corée du Nord, en conséquence, était devenue un «satellite» de l'URSS. Cette extraordinaire ignorance de la réalité du Nord excluait une estimation réaliste d'un adversaire potentiel. Comment quelqu'un aurait-il pu donner un portrait plus exact de la Corée du Nord et d'«oncle Sam» à la veille d'une guerre totale?

A. La rencontre de deux Titans

Tout d'abord à Washington: là une petite coterie des plus

jeunes fonctionnaires du Département d'Etat reçut la tâche d'étudier le rôle que les Etats-Unis auraient à jouer dans l'Asie de l'Est dans l'après-guerre. Un rapport complet de l'étude n'a jamais été rendu public, mais quelques parties de son contenu ont été connues, une part d'entre elles traitant de la Corée. Il y avait parmi les recommandations: que les Etats-Unis ne devraient pas revenir à leur état avant la Seconde Guerre mondiale, renoncer à leur politique de l'Asie, mais jouer un rôle majeur dans la région avec la Corée comme point focal; qu'afin de faire cela les Etats-Unis ne devraient pas apporter leur soutien à quelque groupe ou dirigeant nationaliste coréen que ce soit, mais garder leurs options ouvertes jusqu'à la fin de la guerre; et que, s'il était jugé nécessaire pour les Etats-Unis de déclarer une position sur l'indépendance de la Corée avant la conclusion de la guerre, cela devrait être fait en termes généraux avec les réserves nécessaires pour maintenir le maximum de flexibilité. Ces recommandations étaient préparées sans aucune considération pour les intérêts du peuple coréen. Aucun Coréen ne fut consulté à leur sujet ni n'en reçut la rédaction finale. A aucun moment durant la guerre, les Etats-Unis ne firent connaître leurs intentions en ce qui concernait la Corée d'après-guerre, sauf dans la Déclaration du Caïre (1943) qui disait que la Corée deviendrait libre et indépendante «en temps opportun». Ceci souleva de violentes protestations parmi les Coréens, mais oncle Sam refusa de clarifier ce qu'«en temps opportun» voulait dire.

Ensuite, quelque part dans les montagnes de la Chine du Nord-Est adjacentes à la Corée et à la Russie extrême-orientale, un très jeune chef de guérilla, Kim Il Sung, et ses partisans étaient en train de préparer la reconstruction de leur patrie maintenant entre les mains des Japonais. Dans leur combat nationaliste, ils recevaient sympathie et

encouragements de la part des Chinois et des Soviétiques, et peu à peu ils adhérèrent au communisme. Pour autant que je sache, les faits sont les suivants: Kim quitta l'école secondaire et fit sa propre éducation tout en recrutant ses compagnons guérilleros et en menant la guerre contre l'armée japonaise en Chine; il gagna la bonne volonté des paysans coréens et chinois, derrière les lignes japonaises, en les aidant à faire pousser la récolte durant la journée. Vers les années 30, sa réputation de guerrier partisan se répandit à travers la Mandchourie du Nord, la région extrême-orientale de l'URSS aussi bien qu'en Corée. De plus, à travers les essais et les erreurs, il apprit à établir des communes et à les administrer, derrière les lignes ennemies. Ainsi, non seulement il construisit une base de soutien pour sa guerre de guérilla, mais encore il acquit l'expérience en matière de gouvernement qui s'avéra plus tard être d'une valeur incalculable quand il fut à la tête de la Corée du Nord.

Après la défaite japonaise en 1945, Kim Il Sung et oncle Sam arrivèrent en même temps en Corée, le premier au Nord et le second au Sud. Du fait que leur face à face préfigurait la Guerre de Corée, un examen supplémentaire de leurs caractères est nécessaire à mon avis.

Le contraste entre les deux ne pouvait pas être plus frappant. Oncle Sam était grand, d'un certain âge et impérieux; Kim était seulement au milieu de la trentaine et respirait la confiance en soi. Oncle Sam était le représentant de la plus grande puissance du monde et le chef de fil du monde anticommuniste, tandis que Kim était communiste. Plus important encore que cela, oncle Sam venait en Corée pour maintenir une influence sur l'Asie de l'Est, avec la Corée comme son bastion anticommuniste. Kim, farouchement nationaliste, voulait libérer la Corée de toute forme de contrôle étranger, quelle qu'elle soit.

Avec des ambitions aussi contradictoires et l'ignorance totale du nationalisme coréen de la part des politiciens américains, il était certain que les deux allaient entrer en collision tôt ou tard. Ils se heurtèrent après l'intervention des Etats-Unis dans le conflit, en juillet 1950. Oncle Sam s'était attendu à ce que Kim se rende, mais Kim était plein de défi ; la Corée appartenait aux Coréens, et oncle Sam devait déguerpir. Furieux, oncle Sam fit tous ses efforts pour le punir au nom des Nations Unies. Mais la guerre devait finir par une partie nulle, chacun des deux côtés proclamant sa victoire d'une façon ou d'une autre ; les Etats-Unis insistant sur le fait qu'ils avaient démontré à la RPDC que « l'agression ne paie pas » et la RPDC proclamant qu'elle avait battu à plates coutures les Etats-Unis dans leur tentative de conquérir la totalité de la Corée. A coup sûr, oncle Sam aurait gagné dans une guerre totale, mais cela aurait probablement entraîné une Troisième Guerre mondiale. La Chine, de quelque manière que ce soit, serait intervenue, forçant les Etats-Unis à conclure une trêve là où la guerre avait débuté. Mais ce n'était pas la seule raison pour laquelle oncle Sam choisit de quitter le combat. Les Etats-Unis comprirent, après avoir sacrifié 55 000 vies américaines et dépensé 20 milliards de dollars, que le nationalisme coréen et la volonté de se battre pour lui étaient trop formidables pour être ignorés.

La plus sérieuse cause de la faiblesse militaire américaine n'était pas dans ses forces armées mais dans le gâchis dont les politiciens de Washington étaient les auteurs. Ils ne purent jamais expliquer clairement aux G.I. pourquoi on les envoyait en Corée. Les garçons étaient envoyés « pour détruire l'ennemi communiste », mais ce qu'ils entendaient dire de tous côtés en Corée, c'était : « Pourquoi voulez-vous nous tuer ? Tout ce que nous faisons, c'est de combattre nos

propriétaires fonciers et nos pro-japonais du gouvernement qui pillent nos récoltes. » Les G.I. ne pouvaient arriver à comprendre pourquoi ils devaient aller dans une terre appauvrie et tuer des gens qui ne savaient pas ce que sont le communisme et la démocratie et qui voulaient seulement qu'on les laisse tranquilles. Les seules paroles sensées qu'ils entendirent furent celles du général Omar N. Bradley, Président du Comité des chefs d'état-major américain. Au cours de la chaude controverse qui eut lieu en 1951 quant à savoir s'il fallait accepter un règlement par négociations de la Guerre de Corée ou combattre jusqu'à la victoire, Bradley argumenta fortement en faveur de la première solution, disant que la Guerre de Corée n'était pas la guerre qu'il fallait faire, que c'était le mauvais endroit et le mauvais moment. Ceux qui étaient assez âgés pour écouter Bradley présenter son point de vue devant le Sénat furent profondément émus.

B. Les Etats-Unis et Syngman Rhee

Ironiquement, le nationalisme coréen s'avéra aussi faire partie du problème, pour les Etats-Unis, de leurs rapports avec leur allié du Sud, Syngman Rhee. Au contraire de Kim Il Sung, cependant, le Dr. Rhee avait passé la plupart de sa vie à la recherche d'une grande puissance susceptible d'être la bienfaitrice de la Corée.

Au cours de la dynastie des Ri, la Chine féodale avait joué ce rôle vis-à-vis de la cour royale de Corée. Au XXe siècle, Rhee chercha à amener les Etats-Unis à la délivrance de la Corée. Les contacts de Rhee avec les Etats-Unis remontaient à 1905, quand il soumit une pétition des Coréens à Hawaï au Président Théodore Roosevelt. Dans cette pétition, les Coréens avaient informé le Président

Roosevelt que le Japon était en train d'usurper la souveraineté de la Corée en violation du traité coréo-japonais de 1876 et demandaient qu'il use de ses bons offices pour appliquer une résolution amicale en accord avec le traité coréo-américain de 1882.

Rhee fut chargé des démarches à faire. Le Président des Etats-Unis lui dit qu'il pouvait recevoir la pétition seulement si elle lui était présentée après avoir passé par le Département d'Etat. Au Département d'Etat, on informa Rhee que la pétition ne pouvait être reçue qu'après soumission par le ministre coréen à Washington. A la légation coréenne, le chargé d'affaires dit à Rhee qu'il ne pouvait délivrer la pétition sans ordres du gouvernement de Séoul. Rhee ne savait pas encore que, plus tôt cette année-là, dans un pacte secret, les Etats-Unis avaient donné de facto au Japon le contrôle sur la Corée, que le Japon avait pris le contrôle des affaires étrangères de la Corée avec l'accord de Washington et que le chargé d'affaires coréen avait été mis au courant du fait. Rendu amer par son échec, Rhee renonça et entra comme étudiant à l'Université George Washington. L'expérience suivante de Rhee avec le Département d'Etat se situa en 1919. Après la Première Guerre mondiale, les Coréens, encouragés par les Quatorze Points de Wilson, qui définissaient le droit pour toutes les nations à l'autodétermination, se dressèrent dans des manifestations à l'échelle nationale pour l'indépendance vis-à-vis du Japon et élirent un gouvernement provisoire dont le siège était à Shanghai, Chine. Rhee fut nommé président. Il est à présumer que la raison de son élection était qu'il avait des relations spéciales avec le Président Wilson. Rhee était un étudiant diplômé de Princeton University quand Wilson en était le recteur, et ils se connaissaient personnellement.

Cependant, les relations d'antan entre les deux hommes

s'avérèrent dépourvues de signification. Non seulement le Président Wilson refusa de reconnaître Rhee comme président provisoire de la République de Corée, mais il donna aussi des ordres pour que tous les messages de ce dernier soient dirigés sur le Département d'Etat. Le Département d'Etat laisse de côté même la demande de visa qu'il avait présentée pour assister à la Conférence de la paix à Paris.

En contraste, la Russie de Lénine non seulement déclara s'opposer à tout impérialisme dans le monde, mais aussi reçut chaleureusement un groupe de dirigeants coréens qui étaient venus à Moscou. Au cours d'une réunion avec les Coréens, il les surprit en leur demandant le montant de la contribution qu'ils demandaient. Les visiteurs coréens, après une pause, balbutièrent: «Un demi million de roubles, à peu près.» Lénine répondit: «Vous ne pouvez pas faire beaucoup avec ça.» et leur donna, paraît-il, un million de roubles.

Les réactions des Etats-Unis et de la Russie aux aspirations du peuple coréen influençaient l'attitude des dirigeants coréens. Ils étaient divisés. Certains, comme le Premier ministre Lee Tong Hwi, devinrent prorusses; d'autres, conduits par Ahn Chang-Ho, insistaient pour l'auto-indépendance, combien longtemps qu' elle puisse demander; et d'autres avec Rhee à leur tête choisissaient de compter sur Washington.

En fin de compte, toutes les parties étaient intéressées seulement par un avantage immédiat. Wilson était tellement obsédé par la Société des Nations qu'afin d'obtenir le soutien du Japon, il choisit de satisfaire le Japon au prix de la Corée. Syngman Rhee abandonna le gouvernement provisoire à Shanghai après une brève visite en 1921 et retourna à Hawaï. Il dit à ses collègues à Shanghai qu'il les quittait dans l'intention de travailler pour l'indépendance de la Corée à travers la diplomatie à Washington, en dépit des

rebuffades répétées qu'il avait reçues du Département d'Etat. En réalité, il dit à ses amis qu'il n'était pas un diplomate mais un agitateur. Ce qu'il fît fut de poursuivre sa vieille querelle avec l'administration américaine au pouvoir.

Même après l'occupation de la Corée du Sud par les Etats-Unis, la demande par Rhee de la permission du Département d'Etat de retourner en Corée fut tout d'abord refusée. C'est seulement après l'intercession du Quartier général de MacArthur qu'il fut à même de revenir à Séoul. Hodge, commandant des forces armées américaines en Corée, était, dès son arrivée en Corée en 1945, dans de profondes difficultés et il approuva avec plaisir le retour de Rhee. Il pensait que Rhee pouvait l'aider à gagner la bonne volonté des Coréens.

Dans un pays qui lui était totalement étranger, Hodge avait commis de sérieuses erreurs à son arrivée en Corée, telles que de confondre les Coréens avec les habitants d'Okinawa et de permettre aux Japonais, maîtres coloniaux de la Corée, de participer au gouvernement de la Corée du Sud après avoir accepté leur reddition. Ces actes stupéfiaient les Coréens. C'est pourquoi, ayant entendu parler du passé de Rhee, Hodge fut heureux d'autoriser son retour. Avec un homme comme Rhee à ses côtés, il pensait que son travail en Corée pourrait devenir beaucoup plus facile. C'est ainsi que Rhee devint le premier exilé coréen à revenir chez lui à la suite de l'occupation par les Etats-Unis de la Corée du Sud.

Sur le chemin de la Corée, Rhee s'arrêta à Tokyo pour une visite de courtoisie au commandant suprême des Forces alliées le général Douglas MacArthur. Ils s'accordèrent dès le premier instant. Quelque temps plus tard, j'observais les deux hommes ensemble à la cérémonie d'investiture de Rhee qui se déroulait devant le bâtiment du gouvernement central de Séoul où je travaillais au deuxième étage. Le discours

d'investiture de Rhee était, pour le dire en termes simples, un appel à la guerre. Il était clair qu'il avait plu à MacArthur, car, lorsqu'ils s'éloignèrent ensemble, le général passa son bras sur les épaules de Rhee et dit quelque chose au nouveau président de la Corée du Sud. Par la suite, j'appris d'un officier supérieur de l'armée qui marchait derrière eux que MacArthur avait dit à Rhee: «Si jamais votre pays est attaqué par un autre, je le défendrai comme je défendrais la Californie.»

A ma connaissance, le général MacArthur joua un rôle passif pour ce qui est de l'éclatement de la guerre. Mais une fois celle-ci commencée, il accepta avec plaisir sa nomination au grade de commandant suprême des Forces des Nations Unies en Corée. Ce qui intéressait le plus MacArthur était d'expulser Mao Zedong de la Chine et d'installer Tchang Kaïchek à sa place. Cela ne veut pas dire que MacArthur ne s'intéressait pas à la Corée. Mais, tout comme les militaristes japonais avant lui, il avait tendance à la considérer comme une route menant à la Chine. Mais n'anticipons pas sur les événements qui devaient conduire à la guerre.

Rhee arriva à Séoul à la mi-octobre 1945, accueilli comme un demi-héros et fut présenté à une immense foule lui souhaitant la bienvenue par le général Hodge, lui-même, qui leur dit: «Je vous donne votre leader.»

La brève réponse du Dr. Rhee fit immensément plaisir à Hodge. Le leader coréen aux cheveux gris commença son discours en rappelant au peuple que les Coréens avaient à faire face à de graves problèmes et en le terminant par la nécessité de «s'unir, s'unir, s'unir». Hodge rayonnait de plaisir. Il croyait que Rhee voulait, en réalité, aider les Coréens à s'unir derrière les objectifs du GCMA consistant à établir, sur une large base, un gouvernement démocratique et,

probablement, pro-américain, pour toute la Corée.

Hodge, sur cela, fit à Rhee l'honneur de le nommer président de son conseil consultatif suprême, et mit à sa disposition la radio du gouvernement, seul moyen d'action de ce genre en Corée.

La lune de miel Hodge-Rhee fut de courte durée. Hodge espérait que Rhee allait l'aider à organiser un front uni, excluant les groupements d'extrême droite et d'extrême gauche, et qui souscrirait à un gouvernement démocratique aussi bien que pro-américain. Hodge était convaincu qu'un tel front uni dans le Sud, plus les Coréens non communistes du Nord, surpasserait facilement en nombre les communistes dans les deux zones de la Corée. Rhee pouvait être très utile pour assurer le succès du plan.

Au vif désappointement de Hodge, Rhee ne voulait pas coopérer. Il n'était pas seulement un anticommuniste enragé; il lui fit savoir que seuls les groupes et individus qui adhéreraient à sa position seraient admis dans les rangs du «front uni». Hodge dit à Rhee qu'à tous égards il ne pouvait être d'accord que Rhee seul ait le droit de dicter les termes de l'avenir de la Corée. A partir de là, les deux hommes devinrent des ennemis acharnés: Rhee considérait Hodge comme suspect de communisme, et pour celui-ci Rhee était un «trublion» pour la Corée.

Comme mon travail consistait à être pour Hodge et Jaisohn les «yeux et les oreilles» quant à ce que faisaient et pensaient tous les dirigeants coréens, il était de mon devoir de rencontrer le Dr. Rhee aussi bien que le général Hodge. A ce titre, je rendis de nombreuses visites à l'un comme à l'autre. Il était assez embarrassant d'entendre Rhee se référer à Hodge comme «dupe des communistes», tandis que Hodge s'exprimait au sujet de Rhee par jurons.

John R. Hodge n'était pas un nigaud ignorant. C'était un homme intelligent et consciencieux. Mais ayant été auparavant ingénieur de formation et soldat professionnel depuis la Première Guerre mondiale, il n'avait pas eu l'occasion d'acquérir une connaissance de la Corée. Il ne pouvait pas non plus compter sur Washington pour lui communiquer quelque aperçu rationnel que ce fût sur les traditions politiques qui s'étaient forgées en Corée après 40 ans de combat contre les colonialistes japonais et leurs alliés parmi les féodalistes de Corée.

Mais, plus encore que cette raison, c'était essentiellement la direction anticommuniste de la politique étrangère des Etats-Unis qui amenait Hodge à compter sur l'extrême droite de la Corée du Sud, dans ses efforts pour construire un front uni «démocratique» dans ce pays, efforts condamnés à l'échec dès les premiers débuts.

Hodge était attristé par l'obstruction de Rhee. Il était aussi profondément offensé par les remarques désobligeantes à son sujet que Rhee avait continué de faire derrière son dos. Cependant, il n'abandonna pas son espoir de forger le front uni, avec ou sans la participation de Rhee. Cela rendait furieux Rhee qui, en conséquence, mit sur pied un plan pour faire quitter la Corée à Hodge. Il commença par convoquer ses chefs de file à une réunion ultrasecrète chez lui et leur dit que, s'ils réunissaient un fonds—le fonds de l'indépendance de la Corée—de trente millions de *wons,* ce qui représentait 1 *won* par personne de la part de trente millions de Coréens, il irait avec cette somme aux Etats-Unis et ramènerait l'indépendance de la Corée. Les participants à la réunion furent d'accord de lever le fonds et mirent immédiatement en gage leurs propres contributions. Kim Sung Soo garantit un million de *wons* en son nom et au nom de son frère. En l'espace de six semaines, la somme totale

était réunie.

Là-dessus, Rhee alla voir Hodge. Sans rien montrer de l'animosité qu'il nourrissait contre lui, il dit au général qu'il avait à faire un bref voyage en Amérique pour s'occuper d'affaires personnelles, et il lui demanda son autorisation. Hodge se douta que Rhee avait quelque chose d'autre en tête. Tout d'abord il pensa refuser à Rhee l'autorisation; toutefois, ayant réfléchi, il ne voulut pas paraître mesquin et laissa faire.

A son arrivée aux Etats-Unis au début de décembre 1947, Rhee descendit au Carlton, l'un des hôtels les plus coûteux de Washington. Il appela ensuite Robert T. Oliver, son agent de publicité en Amérique, et lui dit de se mettre en congé de son travail d'enseignement à Syracuse et de le rejoindre. Il s'entoura aussi de plusieurs autres assistants et entama sa campagne par une somptueuse réception à laquelle il invita plusieurs centaines d'Américains de marque.

Quelle était la mission que Rhee s'était donnée? Elle était en deux parties: obtenir que le général Hodge soit relevé de ses fonctions de général commandant les forces armées américaines en Corée et pousser pour l'établissement d'un gouvernement séparé dans la zone américaine de Corée. Il échoua complètement pour ce qui était de son premier objectif. En ce qui concerne le second, l'établissement d'un gouvernement séparé en Corée, il n'est pas clair au premier abord de déterminer s'il réussit ou non. Beaucoup, y compris l'auteur de ce livre, pensent qu'il avait échoué, car le Département d'Etat assura qu'on n'était parvenu à aucune décision à ce sujet. Mais Rhee prétendit que la promesse du Département d'Etat d'élections séparées dans le Sud était «dans sa poche». En fait, pendant des mois, il n'y eut pas de mouvement dans ce sens. Au contraire, le Secrétaire d'Etat George C. Marshall annonça qu'il projetait de demander que

la Commission Militaire Conjointe USA-URSS qui avait été suspendue fût reconduite pour amener les observateurs à reconnaître que la prétention de Rhee était présomptueuse. Cependant, la déclaration de Marshall en ce qui concerne la reconduction de la Commission Conjointe peut avoir été seulement un geste de principe. A la fin de cette année-là, les Etats-Unis demandèrent à l'Assemblée générale des Nations Unies d'aider à ce que se déroulent des élections séparées en Corée du Sud. Bien que les prétentions de Rhee à un succès aient été exagérées, on peut penser que le bruit que lui et ses chefs de file avaient soulevé joua un rôle dans cette décision.

Rhee et ses partisans jubilaient. D'autre part, les Coréens qui étaient en faveur de la réunification de la Corée par des moyens pacifiques furent stupéfiés. Ils pensaient que les élections séparées auraient pour inévitable conséquence ou bien une guerre fratricide, ou bien une division durable de la Corée. C'était la ligne soutenue par Rhee et ses partisans. Rhee était un farouche avocat de l'unification par des moyens militaires. Les événements qui suivirent montrèrent que ceux qui s'opposaient aux élections séparées avaient raison d'avoir des craintes.

CHAPITRE V

La guerre clandestine

Il n’est pas clair jusqu’à quel point Syngman Rhee a influencé la décision des Etats-Unis de tenir des élections séparées en Corée du Sud. Quoi qu’il en soit, que la campagne incessante de Rhee ait eu pour but de persuader les Etats-Unis de prendre ce chemin et ait contribué à la décision du Département d’Etat ne semble pas sujet à controverse. Avec le réchauffement de la guerre froide et la pression du Parti républicain en faveur d’un durcissement de la politique contre la montée du communisme, l’administration Truman ne pouvait se permettre de rester inactive. De plus, le major général John H. Hildring, qui avait été récemment nommé secrétaire assistant pour les régions occupées, sympathisait avec les vues de Rhee.

Sous l’égide des Nations Unies, les élections séparées eurent lieu, bien réellement, dans la zone américaine le 10 mai 1948 pour élire l’Assemblée nationale. La tâche de cette assemblée était de rédiger le projet d’une constitution et d’établir le gouvernement de la Corée du Sud. Le général Hodge prêta son plein concours à l’organisation des élections en nommant une commission d’élections et en déployant la police nationale et le personnel civil du gouvernement militaire pour s’assurer que les élections soient bien mises à exécution. Personnellement, cependant, il n’était pas heureux. Des trois leaders les plus connus de Corée du Sud, deux déclarèrent qu’ils boycotteraient les

élections qui, pensaient-ils, allaient mener à la division permanente de la Corée ou à la guerre, ou aux deux.

De plus, tout à fait en lui-même, Hodge pensait que Rhee était le candidat le moins qualifié de la campagne.

Le Dr. Rhee choisit de se présenter aux élections pour l'Assemblée nationale dans le district de la Porte de l'Est. Dès que cela fut connu, ses partisans avertirent qu'aucun autre candidat ne serait admis à entrer dans la course contre lui dans le même district. Ils voulaient être sûrs que Rhee soit élu «à l'unanimité». Mais cela causa des grognements parmi les résidents du district qui se plaignirent que c'était se moquer de la démocratie. En réponse à leurs plaintes, un ancien professeur éduqué dans un collège américain, Choi Nung Jin, s'offrit lui-même comme candidat. Cependant, les voyous de Rhee le harcelèrent jusqu'au dernier jour de l'enregistrement. Peu avant la clôture de l'enregistrement, comme Choi s'approchait du siège de la commission d'élections, il tomba dans un guet-apens, et sa pétition, avec la liste des votants, lui fut volée. La commission d'élections le déclara disqualifié.

Peu après les élections, Choi fut arrêté sous le faux prétexte d'essayer une sédition et fut exécuté lors de l'éclatement de la Guerre de Corée.

Au cours des deux mois qui suivirent, l'Assemblée nationale adopta une constitution qui était virtuellement dictée par Rhee. L'Assemblée choisit aussi un nom pour la Corée du Sud. Celle-ci fut appelée DAEHAN MINKUK (la Grande République Démocratique Coréenne). Lorsque des observateurs étrangers firent le commentaire que le nom paraissait un peu trop grandiose pour une moitié d'un tout petit pays, les législateurs pro-Rhee répondirent: «Pas du

tout; comme nous, dans le Sud, nous avons les deux tiers de la population, nous représentons la totalité de la Corée.» Ils décidèrent aussi que le Président serait élu par l'Assemblée nationale.

Après l'adoption de la Constitution, l'élection du Président eut lieu le 19 juillet 1948. Rhee fut élu par 84 voix sur 100. Kim Koo qui avait boycotté les élections en reçut treize. Ahn Jaehong qui avait tenu le rang de chef administrateur civil dans le gouvernement militaire américain en reçut deux. Le Dr. Philip Jaisohn, chef conseiller auprès du Commandement général des forces armées américaines en Corée, reçut une voix.

En prenant sa charge, le Président Rhee déclara que son investiture marquait seulement le premier pas d'une marche vers le Nord.

Après l'élection de Rhee, je lui écrivis une note de félicitations. Dans sa réponse du 23 juillet 1948, Rhee m'en remercia et ajouta: «Vous savez où se trouve mon bureau. Passez quand vous pouvez. Je serais content de vous voir.» C'est ce que je fis deux jours plus tard. Comme je lui disais au revoir, il me déclara: «Quand vous retournerez à Princeton, veuillez faire part de mes meilleurs sentiments au professeur Sly. Je suis désolé de n'avoir pu lui écrire, mais jusqu'à présent cela a été impossible. J'ai eu continuellement à me battre pied à pied. J'ai encore une grande bataille devant moi (il pointa son doigt dans la direction du Nord). Quand ce sera fait, je l'inviterai ici.»

En réalité, il avait déjà envoyé des agents secrets au Nord. Son plan pour les raids de commandos à l'intérieur du Nord «en tant que répétition générale» dut être repoussé à cause d'une mutinerie de l'armée à Yosu et Soonchon qui échoua. L'année suivante, la rébellion était largement réprimée, et

Rhee ordonna à son armée de faire des incursions à travers le 38e parallèle.

A. Le mémorandum Henderson

Ayant besoin d'armes et d'argent aussi bien que d'entraînement pour son armée, Rhee, qui avait commencé sa campagne pour que Hodge quitte la Corée en appelant au retrait des troupes américaines de Corée en 1946, demandait maintenant aux Etats-Unis de rester en Corée jusqu'à ce qu'il soit prêt à envahir le Nord. A cette fin, il ordonna aussi aux officiers de son armée de persuader leurs homologues américains, ainsi que les chargés de la politique, de la nécessité d'envahir le Nord sans délai. Le mémorandum cité plus loin (26 août 1949), écrit par Gregory Henderson, secrétaire de l'ambassade américaine, révèle un exemple typique de ce que fit Rhee comme campagne au profit de. son plan de réunifier la Corée par la force. De ce fait, le mémo mérite d'être cité en entier.

> «Sujet: Conversation avec le colonel Kim Baek Il «Le 25 août, j'ai dîné avec des officiers de l'armée coréenne, notamment Col. Kim Baek Il, commandant de l'Ecole des armes, Col. Min Ki Sik, commandant adjoint de l'Ecole et revenu récemment de l'Ecole d'infanterie à Fort Benning, Col. Song Yo Chan, l'année précédente commandant en chef et maintenant commandant des Cadets à l'Ecole des armes, et Lt. Col. Chung Chong Keun, assistant au Quartier général de l'armée de Corée. «Le Col. Kim insista avec quelque emphase sur le grand désir de l'armée d'envahir le Nord. Il déclara que le moral des troupes, en particulier des nouveaux, était basé sur le

sentiment qu'ils venaient à l'armée pour réaliser le «travail» d'unification. Le moral de ceux de ces troupes qui étaient allés sur le parallèle avec ce sentiment et étaient restés, mois après mois, à creuser des trous de renard et à repousser des attaques sans pouvoir eux-mêmes attaquer l'ennemi, ce moral était sérieusement tombé. Le Col. Kim dit qu'il avait le sentiment que les troupes avaient besoin d'environ six mois d'entraînement supplémentaire pour être réellement prêtes. Ce que sous-entendaient les mots "être prêtes" semble avoir été compris par tout le monde. «Le Col. Min, un brillant et agressif jeune officier, dit deux choses de quelque intérêt qui parurent, de la façon dont elles furent accueillies par le groupe, sortir quelque peu de la ligne officielle. "On entend souvent dire, dit-il, que l'armée n'attaque jamais la Corée du Nord mais est toujours attaquée. Ce n'est pas vrai. La plupart du temps notre armée attaque en premier et nous attaquons plus dur. Nos troupes se sentent plus fortes." Il y eut quelques légères protestations en coréen contre cette déclaration, accompagnées de quelques rougissements. Le Col. Min dit à propos de quelques remarques sur les défections: "Presque tous nos problèmes proviennent des officiers. Un pour cent à peine des enrôlés sont déloyaux. Ils ne savent rien. Mais ils se laissent facilement entraîner."»

Le mémorandum laisse fortement entendre que l'armée sud-coréenne accomplissait plus d'incursions dans le Nord que l'armée du Nord ne le faisait dans le Sud, que la troupe des forces militaires sud-coréennes s'était enrôlée pour faire le «travail de réunification», que, plus longtemps elle aurait à

attendre, plus bas serait son moral, et que dans 6 mois environ elle serait prête à l'action. Ce que voulaient dire les officiers était évident: les troupes devraient recevoir les ordres de marche pas trop longtemps après, c'est-à-dire au printemps 1950.

B. L'impatience de Rhee pour le *Pukjin* (invasion vers le Nord)

La foudroyante défaite de Rhee aux élections du 30 mai 1950 vint se mêler à la nécessité pour lui de hâter le *Pukjin.* Lors de ces élections, chacun des candidats qui avait le soutien de Rhee fut battu, et ceux en faveur de la réunification de la Corée au moyen du dialogue Nord-Sud constituèrent la majorité de la nouvelle Assemblée nationale. Tandis que c'était une bonne raison pour Pyongyang de ne pas entamer une guerre contre le Sud avec une hâte excessive, cela représentait pour Rhee un sévère avertissement que son temps était compté.

Le fait était qu'à l'âge de 76 ans, au dire de tout le monde, il avait encaissé une irréversible défaite. En juin 1950, il n'avait virtuellement aucune base de soutien dans son pays. Pour sa survie et la réalisation de son rêve du *Pukjin,* il n'avait que les Etats-Unis sur lesquels compter. Mais avec l'administration Truman hésitant à soutenir son plan de réunification par la guerre, jusqu'à quel point pouvait-on compter sur les Etats-Unis?

Permettant à Rhee de mieux comprendre les paramètres du soutien des Etats-Unis, parvint une lettre de son agent en Amérique, Robert T. Oliver, datée du 10 octobre 1949 et écrite en réponse à une précédente correspondance de Rhee du 30 septembre 1949. Voici la lettre d'Oliver:

«J'ai lu avec le plus grand soin votre lettre du 30 septembre ainsi que la copie de votre lettre du 30 septembre aux ambassadeurs Chang et Chough et je suis venu à Washington pour discuter avec ces derniers. Il y a plusieurs sujets sur lesquels je désire vous répondre au mieux.
«Pour ce qui est de l'attaque vers le Nord, je peux en comprendre les raisons, je pense, et je sympathise avec le sentiment que l'attaque est la meilleure des défenses et quelque fois la seule. Cependant, il nous paraît vraiment évident, à nous ici, qu'une attaque maintenant, ou même le fait seulement de parler d'une attaque, reviendrait à perdre le soutien officiel et celui de l'opinion publique américaine et affaiblirait notre position parmi les autres nations. C'est bien triste que ce soit vrai, cependant je suis certain que ce sont les faits. En ce moment, la tension est tout aussi grande en Corée, en Allemagne qu'en Yougoslavie, et guère moins en Grèce. Le sentiment profond dans les cercles officiels américains et dans le milieu public est que nous devrions continuer de faire nos plus grands efforts afin d'éviter toute apparence d'agression et nous assurer que le blâme pour ce qui arriverait soit imputé à la Russie. Je peux pleinement partager votre écœurement devant le fait que nous devons continuer de rester en retrait et tranquilles, après quatre années-, mais je pense réellement que le temps n'est pas si loin où un tournant arrivera et où la Russie devra reculer. «Je vous ai décrit par périscope la situation militaire qui, je l'espère, est en accord avec ce que vous avez à l'esprit, et, (si c'est le cas), je ferai mon possible pour obtenir que ce point de vue soit présenté à diverses

personnalités privées ayant de l'influence ainsi que dans les magazines et la presse. Mais en ce moment tenter d'approcher Truman ou tout autre haut fonctionnaire pour suggérer une attaque à travers le 38e parallèle serait, j'en suis certain, désastreux...

«Avant que vous teniez ces lignes, vous saurez si le Congrès aura ajourné ou non ses réunions sans passer la loi sur l'aide. En ce moment même, nous le trouvons dans de mauvaises dispositions. Le Sénat vote pour passer la loi cet après-midi, mais la Chambre peut repousser toute action jusqu'à janvier prochain. Je viens juste de parler avec le congressiste Riehlman, et il dit que les cinq congressistes qui étaient en Corée vont se réunir demain matin pour voir quelle pression ils peuvent exercer sur les chefs de file de la Chambre pour faire passer la loi. Riehlman est le seul à être rentré aujourd'hui; les autres rentrent demain dans la matinée. Ce sont de bons amis- ils ont été très impressionnés par vous et par ce qu'ils ont vu à Séoul- et ils feront ce qu'ils pourront.

«Bien sûr, nous qui sommes ici pouvons essayer, et essaierons, de faire changer l'opinion en faveur de l'attaque du Nord par la République, mais jusqu'à ce que, et à la condition que, l'opinion change, j'ai personnellement le très fort sentiment que, ou bien attaquer, ou bien faire savoir que vous en avez l'intention serait prendre le grave risque de perdre tout soutien, que ce soit de la part des Etats-Unis ou des Nations Unies. En attendant, si nous perdons la "guerre froide", le seul résultat en sera qu'elle se "réchauffera" et cela peut bien être le seul moyen d'arriver à ce que les problèmes soient finalement

> réglés. Avec mes plus chaleureux souhaits et l'expression de mon respect...»

Comme nous l'avons dit, la lettre était la réponse à la correspondance de Rhee du 30 septembre 1949. Dans sa lettre, le Président de Corée du Sud avait fait pression sur Oliver et ses assistants coréens stationnés en Amérique afin qu'ils intensifient leurs efforts pour assurer l'aide américaine à ses «mesures agressives» contre le Nord. Dans sa correspondance, Rhee faisait valoir que «c'était le moment tout à fait psychologique pour prendre une mesure agressive. Nos loyaux alliés qui se trouvent au Nord attendent. L'armée de la République de Corée, de concert avec les communistes du Nord qui nous sont favorables, pourrait facilement renverser Kim Il Sung au pouvoir, et alors ses hommes pourraient retourner dans les montagnes où ils seraient réduits par la famine».

Oliver et les ambassadeurs Chang et Chough eurent peur que, si le contenu de la lettre de Rhee arrivait à être connu, il ne détruise toute chance de gagner le soutien américain. Il fallait lui dire la vérité. Néanmoins, dans l'espoir de calmer le tempérament colérique de Rhee, Oliver écrivit sa lettre, datée du 10 octobre, d'une façon calculée pour aider Rhee à comprendre les paramètres du soutien américain et aussi lui donner à mots couverts le moyen de trouver une meilleure alternative pour atteindre à son but, c'est-à-dire que «nous devrions continuer de faire nos plus grands efforts pour éviter toute apparence d'agression et nous assurer que le blâme de ce qui arriverait soit imputé à la Russie».

Puisque Oliver s'était rendu à Washington pour discuter la lettre de Rhee avec MM. Chang et Chough, mais aussi avec des amis américains de la Corée ayant de l'influence, je pense que Rhee considéra l'avis d'Oliver comme une

recommandation des Américains pour lesquels la manière de gagner le soutien militaire américain pour sa conquête du Nord était de provoquer une attaque par le Nord de façon tellement secrète que le monde verrait, dans la guerre qui s'ensuivrait, une agression nord-coréenne. Bien que Rhee eût préféré un traité bilatéral de défense mutuelle qui soit bâti de fer et en bonne et due forme avec les Etats-Unis, il avait hâte d'en venir au *Pukjin* et, dans son zèle, interpréta leur avis, donné avec le revers de la main, comme un feu vert. Il ne pouvait, après tout, attendre indéfiniment.

Une heureuse coïncidence voulut que l'année 1950 fût en Amérique celle des élections au Congrès. Beaucoup de choses allaient en faveur des Républicains. Après 17 ans passés sous les administrations démocrates, le pays montrait de forts signes de fatigue, et Harry Truman n'avait pas été un président charismatique. La première récession d'après-guerre avait touché la nation. Le plus grave, c'est que la guerre froide se réchauffait. L'administration Truman était de plus en plus sur la défensive contre l'accusation républicaine d'être trop douce envers le communisme et «d'avoir lâché la Chine aux communistes». L'accusation devint aiguë après le discours d'Acheson de janvier 1950 devant le Club national de la Presse, dans lequel le Secrétaire d'Etat excluait la Corée et Taiwan du champ de la défense américaine dans le Pacifique. Truman fut ainsi forcé de prendre des mesures afin d'amortir une grave scission entre les deux partis dans la politique étrangère des Etats-Unis. En conséquence, il amena dans son administration John Foster Dulles comme il a été mentionné plus haut. Dulles reçut le titre d'ambassadeur, dans le cadre duquel il devait aider à créer un esprit de bipartisme dans la politique étrangère et conseiller le Secrétaire d'Etat sur les questions relevant du traité de paix entre les Etats-Unis et le Japon. En réalité,

cependant, il agit comme s'il était co-secrétaire d'Etat en charge de l'Asie de l'Est et, comme il a été dit plus tôt, il adopta rapidement Rhee.

Le ferme et énergique soutien qu'il apporta à Rhee était-il le fruit d'une judicieuse enquête? Non. Avant le retour de Rhee en 1945, leurs relations étaient inexistantes, pour autant qu'il s'agisse de Dulles. Dulles n'avait jamais rencontré aucun autre dirigeant coréen. Il n'avait jamais été en Corée. Tout ce qu'il savait, il l'avait appris des Japonais, c'est que la Corée, un tout petit pays, était une colonie de la Chine ou du Japon. Ce qu'il savait de Rhee, c'est que les partisans de celui-ci en Amérique le décrivaient comme un farouche anticommuniste et qu'il était de loin le plus influent des dirigeants coréens. Ces affirmations suffisaient pour assurer la confiance de Dulles à Rhee.

C. La veille du *Pukjin*

L'obsession de Rhee était de devenir Président à vie d'une Corée unifiée. Il était déjà vieux, son temps était compté et il était pressé. La nomination de John Foster Dulles au poste d'ambassadeur, avec de larges responsabilités, le fit tressaillir. Rhee avait finalement un allié puissant dans l'administration Truman. Il ordonna à ses assistants d'intensifier la campagne d'unification de la Corée avant que les communistes aient consolidé leur pouvoir. Afin d'impressionner les fonctionnaires américains et les journalistes étrangers, il «muscla» l'armée de la République en en augmentant l'envergure, s'assurant que ses troupes aient l'apparence et les gestes des G.I. prêts à se battre. Il chercha à élever leur moral et leur capacité de combat en les envoyant dans le Nord harceler au maximum les forces nordistes.

De telles incursions dans chacun des deux territoires furent exécutées des deux côtés. Cependant, ceux du Sud attaquaient ceux du Nord plus fréquemment et plus durement, comme le montrent le mémo Henderson et la déclaration du général Roberts. Entre janvier 1949 et le 25 juin 1950, l'armée de la République de Corée attaqua plus de 2 000 fois le Nord. Un historien nord-coréen dit qu'au cours de plusieurs des plus féroces attaques les forces du Sud lancèrent de nombreux milliers d'hommes.

Le plus important, c'est que le Président Rhee maintint d'étroits contacts avec l'ambassadeur Dulles par l'intermédiaire de son propre ambassadeur, John Myon Chang. Le plus remarquable de ces contacts fut tenu le 12 juin 1950. Ce jour-là, l'ambassadeur Chang appela le «dignitaire en charge du Département d'Etat» avec des instructions urgentes de Rhee le chargeant de transmettre un message à Dulles. La substance du message était que la République de Corée se trouvait dans une grave crise et que la République avait désespérément besoin d'une garantie officielle de protection de la part des Etats-Unis. Cela amena Dulles à faire d'urgence une visite à Séoul, du 17 au 22 juin 1950.

CHAPITRE VI

Qui a ouvert le feu?

Le 14 juin 1950, deux jours après sa rencontre avec John Myon Chang l'ambassadeur Dulles partit pour la Corée. En quittant Washington, il annonça: «Ma tournée n'avait pour but que d'obtenir des informations de première main. Je n'ai rien à négocier en quoi que ce soit.» Cependant, il donna à entendre l'importance de son tour en ajoutant qu'il partait pour «raffermir» la politique américaine en Corée. Avec les fonctionnaires concernés du Département d'Etat, il décida d'un itinéraire comprenant un entretien avec le Président sud-coréen, une visite au 38e parallèle et un discours devant l'Assemblée nationale sud-coréenne. Cette tournée fut comprise à Pyongyang comme l'apport d'un soutien au plan du *Pukjin* de Rhee, opinion partagée par quelques fonctionnaires à Washington.

A. La visite de Dulles en Corée du Sud

La visite de l'ambassadeur Dulles en Corée du Sud souleva une grande curiosité à Washington et à Séoul. Suite à la nomination de Dulles, les allées et venues entre Séoul et Washington s'étaient notablement multipliées, car les ambassadeurs Muccio et Chang avaient fait progresser leurs contacts secrets l'un avec l'autre. Arrivé à Séoul le 17 juin, l'ambassadeur Dulles, accompagné de hauts fonctionnaires américains et coréens, fit le jour suivant une inspection au

front et se déclara fort satisfait de ce qu'il avait observé.

Le 19, Dulles prononça un discours devant l'Assemblée nationale. Ce fut un discours plein de fougue, dans lequel il compara les potentialités de la Corée du XXe siècle avec les grandes réalisations accomplies par les Etats-Unis au cours du XIXe siècle. Les Etats-Unis, dit-il, avaient donné un exemple de nature à stimuler l'émulation dans le monde; la République de Corée, prôna-t-il, pourrait remplir la même fonction au XXe siècle. Il conclut son discours par ces mots, qui furent notés par ses collègues du Département d'Etat: «Vous n'êtes pas seuls. Vous ne serez jamais seuls aussi longtemps que vous continuerez à jouer de façon méritoire votre rôle dans le grand dessein de la liberté humaine.»

Son discours devant l'Assemblée nationale coréenne et sa visite à la frontière furent tous deux l'objet d'une large publicité. Toutefois, la rubrique la plus importante de son agenda – l'entretien avec le Président Rhee – fut complètement passée sous silence. Etait-ce dû à la négligence de la presse et des média? Ceci était hors de question. L'entretien avait-il été annulé? Il est certain qu'il eut lieu le 18. Alors la raison de l'absence totale d'information à ce sujet peut seulement avoir été d'avoir voulu le maintenir dans le plus grand secret.

Mais Rhee n'avait pas beaucoup de chance pour garder les secrets. C'était inévitable parce que le plan d'action ne pouvait être mis en place par Rhee seul. D'autres devaient savoir. La substance de ce qui se passa à l'entretien m'est parvenue de deux sources.

Selon un écrivain, Choi Jae Il, Rhee avait prétendu qu'«il fallait mettre un terme à la division de la Corée avant que les communistes chinois ne consolident leur pouvoir, autrement, le monde communiste gagnerait la guerre froide.»

D'après un ancien lieutenant général de l'armée

sud-coréenne, Choi Duk Shin, que je connaissais personnellement, Dulles avait assuré Rhee que l'Amérique était toujours prête à aider les nations qui s'étaient préparées à combattre le communisme et le voulaient. Dulles indiqua qu'il était impressionné par ce qu'il avait vu sur le 38e parallèle et dit à Rhee que, s'il était prêt à attaquer le Nord communiste, les Etats-Unis lui apporteraient de l'aide, à travers les Nations Unies. Cependant, il avisa Rhee de la nécessité de persuader le monde que la République de Corée était la première attaquée et de dresser son plan d'action en accord avec cela.

Malheureusement, il n'y a pas de preuve écrite du contenu précis de l'entrevue secrète de Rhee et de Dulles, pas autre chose que ce dont on a été bel et bien informé par ouï-dire. Cependant à la lumière du fait que l'administration Truman ne souscrirait pas officiellement au désir de Rhee de mener une conquête militaire du Nord, il n'est pas question de penser, pour l'auteur qui parle, qu'il ait été tout à fait dans le caractère de Rhee et dans sa façon d'agir de chercher une porte de service pour résoudre le problème de s'assurer le soutien militaire américain et que Dulles était justement l'homme qui lui aurait ouvert cette porte. Ainsi, me fondant sur les paroles de Rhee à Dulles telles que confirmées par les sources mentionnées plus haut, je crois que le plan de Rhee se déploya comme décrit plus tôt: les six heures de pilonnage sur les défenses du Nord à Ongjin, une brève pause, et une attaque massive à travers le '38e parallèle à l'aube du 25 juin 1950.

B. Exécution gâchée du plan Rhee-Dulles

Le plan fut exécuté maladroitement. Tout d'abord, ceux du Nord avaient déjà été alertés qu'une probable offensive

de l'armée de Corée du Sud aurait lieu quand ils virent Dulles inspecter la frontière derrière ses jumelles, accompagné d'une large suite de chefs militaires et civils. Deuxièmement, Rhee avait grossièrement sous-estimé la bravoure militaire du Nord. Ceux des agents secrets de Rhee qui avaient échappé à la liquidation par les forces de sécurité de Corée du Nord pensaient plus à lui fournir des informations de nature à lui plaire qu'à lui envoyer des renseignements exacts. Troisièmement, comme il a été dit plus haut, le plan Dulles-Rhee cessa d'être secret après que Rhee y ait fait allusion devant ses assistants, et les gens du Nord ne furent pas longs à recevoir l'information.

Quant à savoir quel côté entama la Guerre de Corée, ce qui arriva à Séoul et à Tokyo le 25 juin 1950 est tout à fait révélateur. Au début, le calme régna dans les deux capitales. C'était un dimanche, la plupart des habitants dormaient tard, ignorant les combats le long du 38e parallèle en Corée. A Séoul, Rhee fut éveillé à 6 h. 30 du matin par son ministre de la Défense qui lui apportait les nouvelles. Rhee donna calmement des ordres «pour qu'on résiste de toutes ses forces» et, pour autant que cela est connu, tout resta tranquille à la Maison présidentielle durant cette matinée. On ne tint aucune conférence d'urgence. Rhee n'envoya aucun ordre à son ambassadeur de demander l'aide américaine. Cependant, chose inconnue de tous à la Maison présidentielle sauf, peut-être, sa femme, Rhee téléphona au général MacArthur à Tokyo pour faire rapport de l'ouverture du feu et demander de l'aide. Après le coup de téléphone du Président coréen à MacArthur, le quartier général des Forces alliées se remplit de tumulte. Les plus âgés des collaborateurs du général furent en toute hâte convoqués à des conférences d'urgence. Ils étaient excités, non parce que la guerre avait éclaté en Corée, mais par la façon dont il était

dit que c'était arrivé. Peu après, la rumeur se répandit à travers le quartier général des Forces alliées, la ville de Tokyo et au-delà.

Qu'était cette rumeur? Ce matin-là, John Gunther, un écrivain de renom et sa femme faisaient un tour de ville à Nikko, accompagnés de deux assistants de MacArthur. Comme ils retournaient à leur hôtel pour le thé de la matinée, l'un des assistants de MacArthur fut appelé au téléphone. Quand il vint rejoindre les autres, il leur chuchota, étouffant son excitation: «Une grosse histoire vient d'arriver. Les Sud-Coréens ont attaqué le Nord.» Cependant, à son retour à Tokyo, le groupe Gunther reçut du personnel de MacArthur la nouvelle que celle initialement donnée l'avait été de façon inexacte: c'étaient «les Nord-Coréens» qui «avaient attaqué le Sud». Si l'on considère que la version originelle de l'assistant de MacArthur continua de circuler dans Tokyo l'après-midi, sa rétractation par Gunther en tant que «malentendu» ne paraît pas convaincante. Tard dans l'après-midi, le ministre de Corée du Sud à Tokyo téléphona à la Maison présidentielle à Séoul pour dire qu'une «rumeur fort affligeante» au sujet de la Guerre de Corée était en train de circuler dans la capitale japonaise. Cela rendit le Président très nerveux. Evidemment la rumeur dont parlait le ministre à Tokyo était la même que celle donnée à Gunther plus tôt le matin.

Ce coup de téléphone ajouté au rapport défavorable de la bataille sur le front irrita Rhee au point qu'à partir du soir du 25 ses proches collaborateurs durent se tenir à l'écart de tout sauf des nouvelles que sa femme laissait passer. Le soir du lundi 26 juin, il ne pouvait penser pratiquement qu'à une chose, s'enfuir de Séoul. Ce soir-là, la Maison présidentielle présentait une vision de désordre, avec les arguments pour et contre le départ de Séoul du Président débattus entre Rhee et

ses partisans d'un côté, et de l'autre, plusieurs «hommes d'Etat les plus âgés» et l'ambassadeur américain Muccio. Dans les heures qui précédèrent l'aube du 27 juin, pendant qu'une réunion d'urgence se tenait dans le cabinet de Rhee, le Président et ses partisans se glissèrent hors de la Maison présidentielle et filèrent au sud par train. Arrivé à Taejon, Rhee entra dans une tirade amère contre les Etats-Unis, les accusant de ne «jamais tenir leurs promesses».

Quelle réaction excessive de la part de Rhee, qui s'était vanté de pouvoir conquérir le Nord en trois jours mais fut le premier à s'enfuir quand le cours du combat tournait en sa défaveur! N'était-ce pas admettre tacitement qu'il avait provoqué la guerre en exécutant maladroitement l'accord secret Rhee-Dulles? N'avait-il pas été pris de panique à l'idée qu'il pouvait être exécuté comme criminel de guerre si les Etats-Unis en venaient à le laisser tomber et si le Nord gagnait la guerre?

Ce fut non seulement Rhee qui gâcha sa partie dans le plan Rhee-Dulles, Dulles contribua aussi au gâchis. Tout d'abord, c'est un mystère de savoir pourquoi il choisit d'inspecter le 38e parallèle le 18 juin de façon aussi ostentatoire qu'il le fit. Si c'était pour sa propre publicité aux Etats-Unis, il réussit. Cependant, la manière dont il se fit remarquer à la frontière attira l'attention des gens du Nord et leur servit d'avertissement pour prendre leurs précautions. En deuxième lieu, comme la plupart des conservateurs américains, Dulles surestimait joyeusement la popularité de Rhee parmi le peuple du Nord aussi bien que du Sud. C'est pourquoi, quand il apprit qu'il n'y avait pas un accueil débordant d'enthousiasme pour Rhee de la part du Nord et qu'au contraire le cours des combats tournait au désavantage du Sud, l'ambassadeur Dulles, alors au Japon, se hâta de consolider l'engagement des Etats-Unis envers la Corée du Sud. Dans un câble au

Secrétaire d'Etat Acheson il écrivit ce qui suit:

> «Il est possible que les Sud-Coréens puissent par eux-mêmes contenir et repousser l'attaque, et, si c'est le cas, c'est la meilleure des choses. Si, cependant, il arrive qu'ils ne puissent pas le faire, alors nous (Dulles et John M. Allison, directeur de l'Office des affaires de l'Asie de l'Est, qui l'accompagnait) croyons que les Etats-Unis ne devraient pas rester les bras croisés pendant que la Corée est submergée par une attaque armée non-déclarée. Cela entraînerait un désastreux enchaînement d'événements conduisant très probablement à une guerre mondiale. Nous suggérons que le Conseil de Sécurité soit appelé à agir au nom de l'organisation mondiale sous l'article 106, ceci par les cinq permanents ou ceux d'entre eux qui désirent réagir.»

Le câble est significatif à la fois par ce qu'il dit et par ce qu'il ne dit pas. Dulles se réfère aux combats en Corée comme à une «attaque armée non-déclarée» de la part de la Corée du Nord. Mais il n'explique pas comment il a appris que c'est une «attaque armée non-déclarée». Il n'était pas en Corée lors des événements. Par conséquent, n'était-ce pas admettre, par inadvertance, que les combats venaient comme suite à son accord secret avec Rhee?

Dans les répercussions des scandales de Watergate et de l'Iran-Contra, de semblables activités «secrètes» de fonctionnaires de haut rang à Washington semblent n'être plus de mise. Mais dans la période moins sujette à litiges des années 50, qui aurait imaginé que des plans pouvaient être tramés dans le dos du Congrès et du peuple américain, plans visant à la guerre pour soutenir un implacable dictateur dans un pays du Tiers monde inconnu et éloigné de milliers de kilomètres? Le fait est que, peu après la Seconde Guerre mondiale, le «refoulement», alternant avec la «retenue»,

faisait l’objet d’un chaud débat à Washington. Il n’y avait pas de consensus même au sein du Congrès, sans parler du pays tout entier, sur la question de savoir quelle est la meilleure politique à appliquer pour traiter avec l’Union soviétique et avec les mouvements communistes pour la libération nationale dans l’ensemble du Tiers monde. Cependant, face au fait que le peuple coréen du Sud aussi bien que du Nord était uni dans le souhait d’évincer Rhee et de réunifier pacifiquement la Corée, il n’apparut pas qu’une politique de «retenue» fût applicable en Corée.

La question, alors, pour Truman, comme elle l’a été pour tant de ses successeurs, était de savoir comment faire face décisivement à l’apparition d’un Etat communiste, à savoir en Corée, alors qu’un consensus faisait défaut au sein du Congrès, pour ne rien dire de son propre parti. Truman avait recruté Dulles, en tant que Républicain, meneur de croisade anticommuniste, pour conseiller le Département d’Etat sur cette question. Dulles et Rhee avaient concocté une réponse, c’est-à-dire engager les Etats-Unis dans une action militaire «défensive» en Corée, sous le prétexte que la Corée du Sud avait été la victime d’une agression ouverte de la part du Nord. De plus, si la guerre pouvait passer pour une opération de «police» multilatérale qui pouvait résister au soutien vigoureux que les Etats-Unis apporteraient à une telle entreprise sous la bannière des Nations Unies?

Rhee qui était avide d’attaquer le Nord se hâta de mettre à exécution le plan Rhee-Dulles. Sur ses ordres, les officiers de l’armée sud-coréenne se pressèrent de passer à l’action. L’armée dut reculer cependant, parce que leurs homologues du Nord, renseignés par les agents secrets communistes infiltrés dans le régime de Rhee et prévenus à l’avance par la visite suspecte de Dulles au front, s’étaient préparés à l’offensive de Rhee. Selon les vétérans nord-coréens

interviewés par l'auteur de ce livre, la stratégie de Rhee avait été de clouer l'APC (armée nord-coréenne) le long des fronts central et oriental du 38e parallèle, tandis que son armée d'élite à Ongjin frapperait fort pour enlever Haeju, ville d'importance stratégique du côté du Nord. Dans ce but, l'armée sud-coréenne entama des bombardements massifs contre le Nord dans la région de Kaesong, dans la nuit du 23 juin 1950, mais les 6 heures de pilonnage et de bombardement ne réussirent pas à faire claquer les défenses de l'APC à Ongjin près de Haeju. L'armée sud-coréenne parvint seulement à entrer brièvement dans la ville, subissant de lourdes pertes. L'APC contre-attaqua le matin du 25 juin. Si les forces de Rhee avaient réussi à détruire celles des Nord-Coréens près de Haeju et à occuper la ville, l'armée sud-coréenne aurait pu encercler l'APC sur le front central menant à Séoul. En d'autres termes, Rhee commença la Guerre de Corée en accord avec son plan secret Dulles-Rhee, mais il fut battu à cause du gâchis dont ils étaient tous les deux responsables.

C. Le contrôle du désastre de Washington

Au début il y eut une unanimité virtuelle en Occident en ce qui concernait les origines de la Guerre de Corée. C'était une agression de la Corée du Nord communiste sur les ordres de l'expansionniste Staline. Les éditoriaux et les commentaires de la presse à travers le monde non-communiste se firent l'écho de l'affirmation américaine. Avec une seule abstention, le Conseil de Sécurité des Nations Unies vota pour prier les forces nord-coréennes de cesser toute action militaire et de retourner à leurs positions au nord du 38e parallèle. Même George F. Kennan, un savant et homme d'Etat avisé, ne vit aucune raison de douter de

l’opinion qui prévalait, quand on lui parla de la Guerre pour la première fois. Il écrivit dans les Mémoires: «Il a été clair pour moi dès le début que nous devions réagir avec toute l’énergie nécessaire pour repousser cette attaque et expulser les forces nord-coréennes de la moitié sud de la péninsule...»

La seule exception à ces vues fut apportée par un journaliste respecté, I.F. Stone. Il conseilla la prudence contre un jugement hâtif. Il conseillait la prudence à la suite d’une analyse raisonnée qu’il me confia vers la fin des années 70 au cours d’un déjeuner que nous partageâmes à loisir. Il admit qu’il était affreusement mal informé au sujet de la Corée, sans parler de Kim Il Sung. Mais il pensait être bien renseigné au sujet de l’URSS et de Staline. Pour autant qu’il savait, Staline était impérialiste; cependant, l’URSS avait subi à la suite de la Seconde Guerre mondiale des pertes si éprouvantes en main-d’œuvre et en ressources économiques, qu’il aurait été pour Staline une pure folie de provoquer les Etats-Unis. Et Staline n’était pas Hitler, joueur effréné. Aussi, pourquoi prendre ce risque puisque les chances joueraient de façon écrasante contre la Corée du Nord, pour ce qui est de battre la Corée du Sud soutenue par les Etats-Unis et sans, pour elle, le soutien total de l’URSS?

Cependant, les Etats-Unis étaient résolus à convaincre le monde entier que la Corée du Nord communiste, sur les ordres de la Russie stalinienne, avait envahi la République de Corée qui n’en avait pas le moindre soupçon et qui avait été établie par les Etats-Unis comme une vitrine de la démocratie dans l’Asie de l’Est. Dans ce but ils adoptèrent différents stratagèmes, tels qu’insérer dans les magazines des histoires et des images à l’appui de leur thèse et publier des «documents» dans la même intention. Par exemple, les Etats-Unis essayèrent de nier l’authenticité d’une lettre datée du 30 septembre 1949 du Président Syngman Rhee à Robert

T. Oliver, son agent en Amérique, dont voici une partie:

> «Je suis persuadé que, maintenant, c'est le moment au plus haut point psychologique pour nous de prendre des mesures agressives et de nous joindre à notre loyale armée communiste du Nord pour nettoyer le reste à Pyongyang. Nous refoulerons des hommes de Kim Il Sung dans la région des montagnes et nous les y laisserons mourir de faim petit à petit. Alors notre ligne de défense devra être renforcée entre le Tuman et l'Amnok.»

Autre exemple, le *Reporter,* un magazine nouveau et populaire, publia une image flamboyante dans son numéro du 20 septembre 1950. Elle montrait un gros et solide officier russe, le «colonel Kalinov», lançant un chétif nord-coréen dans les flammes de la Guerre de Corée. Mais Kalinov était une invention. La légende avait été placée par la CIA. Le magazine ferma ses pages peu de temps après.

La plus importante campagne faite par les Etats-Unis à l'appui de la culpabilité nord-coréenne fut leur révélation de «documents pris à l'ennemi». Le 2 mai 1951, le représentant des Etats-Unis auprès des Nations Unies, Warren R. Austin, transmit un rapport spécial au Secrétaire général des Nations Unies, Trygve Lie, provenant du général commandant les Forces des Nations Unies en Corée, Matthew B. Ridgeway. Ce rapport comprenait deux documents déclarés avoir été pris aux forces de l'armée nord-coréenne. Le premier document, Ordre de reconnaissance N° 1, daté du 18 juin 1950, était dit avoir été découvert à Séoul le 4 octobre 1950, quand les Forces des Nations Unies entrèrent dans la ville. Il était soi-disant adressé par le chef de la section de renseignements de l'armée nord-coréenne au commandant de la 4e division d'infanterie de son armée.

Le second document, Ordre d'opération No 1, daté du 22

juin 1950, était déclaré avoir été pris le 20 juillet 1950 près de Taejon. On rapportait qu'il provenait du commandant de la 4e division d'infanterie des forces nord-coréennes, Lee Kwon Mu. Le général Ridgeway écrivit que ces documents, tous deux rédigés en coréen, étaient en la possession du gouvernement des Etats-Unis.

Le commandant des Forces des Nations Unies fit ressortir que les deux ordres adressés aux forces nord-coréennes les 18 et 22 juin 1950 apportaient la «confirmation claire et documentée du fait que l'attaque contre la République de Corée, lancée le 25 juin 1950», avait été soigneusement préparée et exécutée en accord avec un plan délibéré et préconçu de la conquête de la République de Corée.

D. Les documents étaient-ils authentiques?

Si l'on examine les documents, cependant, on les trouve davantage de nature à créer la confusion qu'à convaincre de leur authenticité. Bien que le général commandant les Forces des Nations Unies ait déclaré qu'ils avaient été soigneusement préparés par les chefs des forces nord-coréennes, leur paternité demeure sérieusement suspecte. Considérons par exemple ce qui suit en ce qui concerne l'Ordre de reconnaissance N° 1.

Comme on l'a dit, Ridgeway soumit à l'ONU des traductions en anglais des textes en question, prétendant que les originaux étaient en langue coréenne. Peu après, les Nord-Coréens critiquèrent l'authenticité des documents, en partie sur la base du fait que la translittération de ces «originaux», en particulier de l'Ordre de reconnaissance No 1, se référait constamment à des villes et à des cités en japonais, pratique qui avait été, disait-on, mise hors la loi en

République Populaire Démocratique de Corée en 1947. Un mois plus tard, l'ambassadeur auprès des Nations Unies, Ernest Gross, se fit entendre pour discréditer la réfutation de la Corée du Nord. En effet, il affirma que l'«original» de l'Ordre de reconnaissance était bien écrit en coréen, mais il dit, pour «clarifier», que le document qui avait été pris en fait était une traduction russe de l'original coréen. Son but, déclara-t-il, était de communiquer l'Ordre de reconnaissance à «une personne familière avec la langue russe, et pas avec le coréen». Il poursuivit en expliquant que le traducteur du coréen en russe avait utilisé le japonais pour indiquer les villes et cités coréennes parce que les Russes étaient habitués à cette pratique.

Il est évident que la véracité de cette explication reposerait sur la possibilité qu'avait Gross de produire le document original en langue coréenne avec les références nord-coréennes sur les lieux. Mais il ne fit pas mention de ce document. Il déclara simplement, en passant, que la version en langue russe avait été «traduite du coréen». Dans l'absence de coréen original, on pouvait très facilement spéculer qu'il avait été fabriqué par le personnel de l'armée sud-coréenne qui, comme les Russes à cette époque, étaient habitués à utiliser les noms japonais pour les lieux coréens. Plus probant encore est le fait que les Etats-Unis n'ont jamais pu produire les prétendus documents pris à l'ennemi (par exemple l'Ordre de reconnaissance N° 1 soi-disant écrit en russe) en réponse aux questions posées par les savants spécialistes. Je pense que seul quelqu'un de déjà fermement engagé dans la croyance que la Corée du Nord ait envahi le Sud pourrait trouver convaincante l'explication américaine des documents dont nous avons parlé.

CHAPITRE VII

Il est temps de mettre fin aux polémiques

Il est temps de mettre fin aux vitupérations et aux invectives entre Washington et Pyongyang. D'après les observations personnelles que j'ai faites en Amérique et en Corée du Nord lors de mes diverses visites là-bas, je peux affirmer qu'elles n'apportent rien de bon ni aux Etats-Unis ni aux Coréens. Lors d'un récent passage à Pyongyang, j'ai entendu la question d'un homme bien éduqué: «Saviez-vous que, durant la Guerre de Corée, les impérialistes américains ont failli exécuter Syngman Rhee? Je ne l'aurais pas pensé puisque c'était un traître à la Corée. Mais quand j'ai su aussi que la CI A américaine a essayé d'assassiner notre Président, Kim Il Sung, en offrant une prime à un Indien Cherokee, dont le nom de code était *Buffle,* j'ai été furieux. Comment les Etats-Unis pouvaient-ils être aussi barbares?»

Je lui ai dit que j'étais au courant de ces tentatives. Je lui ai en même temps rappelé que c'était un Coréen en Corée du Sud qui tira sur M. Kim Koo, un de nos grands dirigeants, et le tua. J'ai ajouté: «Comme l'assassin était un de nos compatriotes coréens, cela ne montre-t-il pas que nous tous et tous les êtres humains, à travers le monde entier, sommes capables de commettre de tels actes de barbarie dans certaines conditions?» Le gentleman a été d'accord et a dit: «J'espère que les peuples du Sud aussi bien que du Nord et, à dire vrai, de l'Amérique vont bientôt apprendre à vivre en

bon voisinage.» Nous nous sommes promis l'un à l'autre de travailler à cette fin.

Apprenant que j'étais des Etats-Unis et que j'avais vécu là-bas pendant près d'un demi-siècle, mon nouvel ami eut très envie d'entendre ce que je pensais de l'Amérique et de son peuple. Certain qu'il avait entendu parler surtout de l'envers de l'Amérique et des Américains, je lui ai parlé de leurs admirables qualités en lui citant deux exemples. L'un était la générosité dont ils ont fait preuve au cours de la période de difficultés écrasantes lors de la Grande Dépression des années 30. Je lui dis qu'avec près d'un quart de la population en chômage et des centaines de milliers de banques et d'entreprises tombant en faillite chaque année, le gouvernement américain essayait si désespérément de fournir ne serait-ce que quelques emplois aux Américains affamés, qu'il voulut interdire aux étudiants étrangers en Amérique de prendre des emplois même à temps partiel. Quand ce plan, le Règlement Doak fut annoncé par le Secrétaire au Travail, tous les directeurs des collèges et universités américains élevèrent de chaudes protestations disant que la mesure était sans pitié et non américaine. Le gouvernement fut obligé d'abroger la règle. Si celle-ci avait été mise en vigueur, moi-même, j'aurais dû quitter l'école.

L'autre exemple est une chose dont j'ai fait l'expérience durant la Seconde Guerre mondiale. Je faisais des études pour obtenir le diplôme de University Princeton. En même temps, j'étais employé par le gouvernement comme consultant auprès des bureaux américains d'information sur la guerre et de censure. Malgré la lourde masse de travail dont j'étais chargé, j'acceptai autant d'invitations que je pouvais quand il s'agissait de discussions et de consultations au sujet de la Corée offertes par des organisations civiques et des magazines. Ces activités me firent connaître beaucoup

de personnes éminentes, à l'université aussi bien que dans la ville de Princeton. Lorsque nous discutions de l'avenir de la Corée, tous ceux qui m'écoutaient étaient d'accord qu'après la guerre la Corée devait immédiatement gagner son indépendance. Lorsque je suggérais qu'un comité soit organisé pour déployer cette idée, ils y consentirent aussitôt. Ainsi, fut formé le Comité de Princeton pour une Corée libre, avec comme président le professeur William Starr Myers, ancien consultant du Président Hoover. Parmi ses membres étaient le professeur Luther P. Eisenhart, une autorité en ce qui concerne la Constitution des Etats-Unis, Joseph D. McGoldrick, contrôleur de la ville de New-York et M.D. Thompson, président de la Banque Eomira dont le fondateur jouait aussi le rôle de catalyseur à la Compagnie Woonsan Mining. Le professeur Albert Einstein en était membre honoraire. Ces hommes représentant un large éventail d'opinions sur les affaires de ce monde n'avaient pas le moindre doute que le peuple d'Amérique partageait leurs vues sur la Corée. Beaucoup d'entre eux raillaient l'idée que la paix et la prospérité du monde dépendaient seulement des grandes et puissantes nations, simplement par la vertu de leur taille et de leur pouvoir. Ils croyaient que toutes les nations, sans égard à leurs dimensions et à leur force militaire, avaient le même droit à la souveraineté et à l'indépendance, de même que tous les êtres ont le même droit à l'existence, à la liberté et à la poursuite du bonheur. Le professeur Albert Einstein fit un clair écho de leur point de vue. Au cours d'une visite en 1955 qui malheureusement devait être la dernière, l'éminent savant dit qu'à son avis les Etats-Unis manipulaient les Nations Unies à leur avantage. Il ajouta que l'organisation internationale était exploitée par les grandes puissances au détriment des petites nations. Il me demanda si j'avais lu *L'Histoire secrète de la Guerre de*

Corée de I.F. Stone. Il fut très content quand je lui répondis que je l'avais lue et que je trouvais là une excellente étude. Il poursuivit en disant que les grandes puissances n'agissent pas sur la base des faits mais fabriquent des faits pour servir leurs buts et imposer leur volonté aux nations plus petites.

Le Dr. Einstein mit l'accent sur ce que la paix mondiale dépend des gens ordinaires du monde entier qui connaissent les faits tels qu'ils sont et y adhèrent sans égard à ce que les grandes puissances leur disent. Il se mit ensuite à me poser des questions sur le Président Rhee et le Président Kim Il Sung: quelle sorte d'hommes étaient-ils? Je n'eus aucune difficulté à le mettre au courant au sujet du Dr. Rhee, que j'avais connu de longtemps et de près parfois. Sur le Président Kim, je dus le prier d'être indulgent jusqu'à notre prochaine rencontre, car mon savoir à son sujet était sévèrement limité à l'époque.

C'est par ces quelques anecdotes que j'avais espéré partager avec ma nouvelle connaissance du Nord ma conviction qu'en dépit des années d'hostilités les Coréens et les Américains pouvaient devenir amis.

Cependant, pour que cette amitié se matérialise, les deux côtés doivent partager une connaissance plus précise l'un de l'autre. Même maintenant, les Américains savent très peu du Président Kim Il Sung de la Corée du Nord. Le peu qu'ils en savent est propagé par Washington. Ils se sont trouvés en guerre en Corée il y a quarante et un ans sans savoir pourquoi. S'ils continuent à être désinformés au sujet des faits qui amenèrent la guerre, ils peuvent se retrouver en guerre de nouveau. La vie et les travaux du Président Kim Il Sung vont bien au-delà de la portée de cet écrit. Toutefois, afin d'aider à soulever le rideau d'ignorance et d'encourager à mettre fin aux polémiques, j'offre le contenu d'un document qui montre combien le Président Kim Il Sung est différent de l'homme dont Washington et Séoul ont donné le portrait. Ce

qui suit est basé sur un mémoire provenant de l'ambassadeur de Chine en Corée du Nord durant la Guerre de Corée.

A la mi-septembre de 1950, alors que les Forces des Nations Unies avançaient de façon menaçante vers la frontière de l'Amnok, le Premier ministre de Chine Zhou Enlai s'envola vers l'URSS, accompagné d'un interprète. Son but était d'expliquer à Staline que la Chine avait décidé d'entrer dans la Guerre de Corée pour appuyer la RPDC et de demander au Kremlin son soutien en argent et en matériel. Comme le dirigeant soviétique prenait des vacances sur la côte de la mer Noire, l'entrevue Staline-Zhou eut lieu au lieu de séjour du dirigeant soviétique au bord de la mer. Le Premier ministre Zhou dit à Staline qu'en vue de stopper l'avance des Forces des Nations Unies tout près de la frontière chinoise et d'assurer ainsi la paix en Asie de l'Est, son gouvernement avait décidé d'intervenir en faveur de la Corée du Nord. Zhou expliqua à Staline que, ayant seulement récemment battu les partisans du Guomindang, la Chine avait désespérément besoin de l'aide de ses camarades russes. En particulier, la Chine avait besoin de munitions, d'avions, d'argent et de moyens de transport.

La réponse de Staline fut décourageante. Il craignait que l'entrée de la Chine dans la Guerre de Corée n'enflamme une Troisième Guerre mondiale, étant donné surtout le débarquement massif de l'armée américaine à Inchon. Faisant remarquer que l'URSS avait été dévastée par la Seconde Guerre mondiale en ressources humaines et en ressources économiques, il dit qu'il ne voyait pas comment il pouvait répondre positivement à la demande de Zhou. Il ajouta ensuite que, dans le cas où Kim Il Sung serait obligé de quitter la Corée, il serait souhaitable de lui proposer d'établir son gouvernement d'exil quelque part dans la Chine du Nord-Est et de faire une guerre de guérilla.

Dès le retour de Zhou, Mao Zedong convoqua une réunion d'urgence des plus hauts responsables du parti et du gouvernement, le 13 octobre, pour entendre le rapport de Zhou et débattre de la voie à suivre pour la Chine. Après une discussion générale, il fut décidé à l'unanimité qu'envoyer des troupes de volontaires pour soutenir l'armée de la RPDC était du meilleur intérêt non seulement de leur frère coréen, mais aussi de la Chine, de l'Asie et, pour tout dire, du monde. On nota que, si la Chine manquait d'aller à l'aide de la Corée du Nord et laissait l'ennemi atteindre le fleuve Amnok, les forces réactionnaires à l'intérieur du pays comme à travers le monde entier seraient encouragées à dresser une rébellion contre la République Populaire de Chine. De plus, la Chine du Nord-Est serait immédiatement exposée au danger, l'Armée Populaire cantonnant dans cette région, et cela priverait la Chine de ses ressources vitales en électricité provenant de Mandchourie. Il fut décidé que la Chine n'avait pas d'autre choix que d'envoyer une aide militaire à la RPDC. Ce faisant, les avantages pour la Chine outrepassaient de loin les sacrifices qu'il y aurait éventuellement à supporter.

C'est ainsi que la Chine, bravant la redoutable puissance militaire des Etats-Unis et sans l'aide de la Russie, entreprit d'accomplir l'incertain devoir de la solidarité internationale: l'aide de la Corée du Nord. Dans ce sens, le 18 octobre, Mao Zedong télégraphia à Ni Ziliang, l'ambassadeur de Chine en RPDC, lui donnant comme instructions d'informer le Président Kim Il Sung que la Chine allait envoyer des troupes de volontaires pour l'aider à défendre son pays.

Cette nuit-là, l'ambassadeur Ni Ziliang et l'ambassadeur désigné comme son successeur Tsai Chongwen, roulèrent à travers les rues sombres de Pyongyang jusqu'au quartier général du Président Kim Il Sung. Il était situé dans un abri

souterrain au pied de la colline Moran et l'entrée en était dissimulée par un camouflage et couverte de sacs de sable des deux côtés. Les envoyés chinois y entrèrent et descendirent le long d'un passage sinueux. A l'extrémité se trouvait une large salle bien éclairée. Le bureau du Président était à un bout de cette salle. Comme ils y pénétraient, ils se trouvèrent face à une situation inattendue. Le Président était engagé dans une vive discussion avec un autre homme, sans avoir remarqué leur présence. Les envoyés chinois ne savaient pas s'il fallait les interrompre ou sortir. L'homme avec qui le Président Kim Il Sung discutait était le vice-président de Corée du Nord et ministre des Affaires étrangères, Pak Hon Yong. Il était aussi le chef du Parti du Travail de Corée du Sud.

C'est seulement une fois Pak sorti que Kim Il Sung remarqua les envoyés chinois et les salua. Encore sous tension, il s'exclama: «Quel homme impossible! Il s'oppose absolument à une retraite dans les montagnes qui nous permettrait de continuer la guerre contre l'ennemi.» Il expliqua le sujet de la discussion. Les trois hommes s'étant assis, l'ambassadeur Ni montra au Président Kim Il Sung un télégramme de Mao informant que la Chine se préparait à envoyer des troupes de volontaires à la Corée du Nord. Kim en fut si ravi qu'oubliant la querelle avec Pak, il s'exclama plusieurs fois: «C'est merveilleux!» Le Président Kim pria les envoyés chinois de bien vouloir adresser ses remerciements au Président Mao et à ses collaborateurs et de les assurer que le peuple de la RPDC ferait le plus possible pour se montrer à la hauteur de leur confiance.

Le Président Kim conduisit ensuite les diplomates chinois à la salle de conférence, prit une bouteille de whisky sur une table à côté et remplit trois verres. Il leur en offrit un à chacun, et, tenant le sien dans sa main, il dit: «Buvons à

notre victoire commune.» Le toast leur réconforta à tous le moral. L'ambassadeur chinois, homme réservé d'habitude, se trouva dans l'impossibilité de se contenir. Levant son verre avec exubérance, il dit; «Dans le passé, nous Chinois et vous Coréens, nous sommes dressés côte à côte, avons combattu les Japonais et les avons vaincus. Cette fois-ci, nous allons de nouveau nous dresser ensemble côte à côte et nous battre jusqu'à ce que les Américains soient vaincus. Buvons à cette victoire.»

Le récit de cette rencontre indique que, contrairement à la croyance de Washington selon laquelle Staline aurait ordonné à Kim Il Sung d'entamer la guerre de Corée, le dictateur soviétique y était opposé. De plus, les relations entre les trois dirigeants communistes – Staline, Mao Zedong et Kim Il Sung – n'avaient rien de hiérarchique. Chacun d'eux agissait selon ce qu'il pensait être le mieux dans l'intérêt de son pays.

Kim partit en guerre contre les Etats-Unis qui appuyaient le régime de Syngman Rhee, parce que celui-ci avait attaqué le Nord. En ce qui concerne la décision de la Chine, il est certain que la révélation d'un télégramme de Mao au dirigeant soviétique demandant de l'aide pour l'entrée de la Chine dans la guerre *(New York Times,* 26 février 1992) devrait convaincre tout le monde que la croyance de Washington selon laquelle la guerre, y compris le rôle de la Chine, était dans les desseins de Staline, était absolument fausse. Plutôt que cela, Mao entra dans la guerre parce qu'il croyait que la destruction de la Corée du Nord par le commandement des Nations Unies constituait une menace pour la République Populaire de Chine. Il est vrai que l'URSS donna une modeste contribution à la Corée du Nord, mais seulement parce que, ayant aidé à l'établissement de la RPDC, elle se sentit obligée de l'assister dans la défense du

pays.

Finalement, comme la discussion entre Kim Il Sung et Pak Hon Yong le montre, Kim n'était pas un opportuniste irresponsable, mais un homme de résolution. Quand la guerre tourna mal pour le Nord, Pak préconisa de se rendre et de se mettre à la merci de l'ennemi; Kim s'opposa froidement à la reddition et fit appel à un repli vers les montagnes du Nord, si nécessaire, afin de poursuivre le combat.

Si les Etats-Unis avaient connu les faits mentionnés plus haut - à savoir que Staline était contre la Guerre de Corée, que la Chine ne resterait pas les bras croisés avec ses armes déposées face à l'invasion de la RPDC par les Etats-Unis et la République de Corée et que Kim Il Sung était un homme digne de confiance et un ferme nationaliste dont la résolution était et demeure la réunification de la Corée et des relations amicales avec toutes les nations, les Etats-Unis auraient-ils agi de la façon dont ils l'ont fait?

Ayant connu Syngman Rhee pendant plus de 30 ans et lié de près avec lui pendant la Seconde Guerre mondiale, je peux prétendre bien le connaître. Il était égoïste à l'extrême, au point de mettre sur le même plan sa propre volonté et le «patriotisme» pour la Corée. A son retour à Séoul après la Seconde Guerre mondiale, il mena sa campagne présidentielle avec un seul objectif: la réunification de la Corée par la conquête du Nord. Comme cet objectif coïncidait avec les priorités de l'Amérique dans la guerre froide, Rhee devint son «enfant chéri», et il gagna commodément. Cependant, il n'osa pas envahir le Nord avant 1950 parce qu'il manquait des moyens nécessaires – argent et armes.

Kim était dans une situation analogue à celle de Rhee; il n'était pas préparé militairement et économiquement.

L'URSS et la Chine n'étaient pas davantage préparées à la guerre. Plutôt, Kim savait trop bien que le peuple coréen voulait une réunification pacifique, et, étant un jeune homme, il n'était pas pressé de s'engager dans l'aventurisme militaire, pensé-je. Etant donné ces circonstances, Kim aurait-il choisi la voie de l'agression? Contrairement à ce que croient de nombreux Américains, Kim Il Sung était, et il est une personnalité extraordinairement sensé. Cependant, ceci ne veut pas dire qu'il accepterait de se rendre après une attaque. Comme l'histoire le montre, il ne le fit pas.

Quoi que les Américains puissent penser de Kim Il Sung et de la Corée du Nord, il ne leur sert à rien de continuer à promouvoir l'isolement de la Corée du Nord, en partant de l'idée que Kim Il Sung est un dirigeant insensé et casse-cou. A mon avis, il est avant tout un ferme nationaliste doué de la volonté et de l'intelligence nécessaires à la négociation d'une paix finale avec les Etats-Unis. Il est temps de mettre fin aux polémiques.

CONCLUSION

De tous les dirigeants nationalistes de la Corée en 1945, seul Syngman Rhee voulait l'unification par le moyen de la conquête militaire. Le savoir-faire de Rhee l'emporta, je suggère, non pas à cause d'un soutien populaire parmi les Coréens, non plus à cause de la direction «insensée» de Corée du Nord, mais parce que, dans son désir de réprimer la «menace soviétique», Washington lui apporta son appui. En fin de compte, ce fut John Foster Dulles, farouche avocat du «refoulement» du communisme, qui vit de la vertu dans le militarisme de Rhee et conspira avec lui pour provoquer l'avance nord-coréenne dans le Sud, en juin 1950. Tout le reste est bien connu.

Mon enquête m'amène, plus loin, à conclure ce qui suit:

1. Les Etats-Unis se trouvèrent entraînés en Corée avec la pire ignorance de la Corée et des Coréens. Ils l'ont fait sous l'hypothèse qu'avec la défaite du Japon et la tournure que prenait la guerre froide, la Corée ne devait pas être abandonnée au communisme.

2. Les Etats-Unis décidèrent, a priori, que les Coréens étaient incapables de se gouverner eux-mêmes et qu'ils devaient prendre la responsabilité de les préparer à gouverner par eux-mêmes.

3. Sur l'occupation de la partie sud de la Corée, les Etats-Unis jouèrent un rôle dirigeant en créant dans le Sud un Etat séparé, de droite, sur lequel ils maintiennent toujours un contrôle militaire et une influence politique.

4. Bien qu'il y ait eu beaucoup de bruit parmi les

fonctionnaires américains au sujet de «l'édification de la démocratie» en Corée, la Corée du Sud est restée un Etat autoritaire sauf durant un bref intervalle entre 1960 et 1961.

5. Les Etats-Unis sont responsables de l'état de «ni guerre, ni paix» dans lequel ils maintiennent la péninsule coréenne, ce qui fait durer la guerre froide alors que presque partout ailleurs elle est en voie de disparition. Cela sape les ressources de la Corée du Nord aussi bien que du Sud, ressources dont les deux ont un besoin vital pour leur développement social.

6. Faire stationner 40 000 soldats américains en Corée du Sud non seulement coûte des milliards de dollars par an, mais aussi ternit l'image de l'Amérique à l'étranger où on la juge coupable d'anachronisme et d'impérialisme.

7. Les peuples du Nord et du Sud de la Corée veulent que l'Armistice de Corée soit remplacé par un traité de paix permanent, même si les gouvernements américain et sud-coréen persistent à répandre la théorie qu'on ne peut pas avoir confiance en le Nord.

Je suggère qu'il incombe au peuple américain de se rendre compte, après 45 ans d'engagement des Etats-Unis en Corée, que les Coréens sont un peuple, un peuple indivisible; jamais ils n'ont pris le chemin de l'agression à l'étranger, la seule exception étant l'engagement de la Corée du Sud au Viêt-nam, où elle était poussée par l'administration Johnson. Les Coréens sont doués d'une ferme dignité nationale et, tôt ou tard, ils détruiront la barrière qui a divisé leur pays en deux. Les Coréens considèrent comme amies les nations qui les soutiennent dans leur lutte pour la réunification de leur pays. Il est clair que les Américains doivent faire un choix - se tenir aux côtés du peuple coréen dans sa lutte pour la souveraineté nationale ou maintenir le statu quo au risque d'une autre guerre.

Que la paix règne en Corée, non pas une fragile trêve. Que la Corée soit libre de troupes étrangères et d'arsenal nucléaire. Qu'elle puisse réduire son armement au seul niveau nécessaire à sa défense. Qu'elle soit réunie en une seule nation par la voie pacifique et en relation d'amitié avec les autres nations, y compris les Etats-Unis. Qu'il n'y ait jamais plus une autre guerre de Corée.

Imprimé en République Populaire Démocratique de Corée

No 30692